



**Numéro d'identification du contrat de subvention : Code de L'AECID:  
12-PR1-0085**

**Projet AgrEau: « Favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie »**

**Evaluation finale externe du projet  
Version provisoire**

**Période : Décembre 2014 –Janvier 2015**

**Dr Mamoudou Yéro Besse BA  
Agronome, agroéconomiste senior, consultant indépendant**

« Le présent document financé par l'AECID a été établi par un expert indépendant pour le compte de CIVES - MUNDI / AMAD. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de ces derniers, ni celle de l'AECID qui a financé le projet AgrEau »

## Table de matières

Sigles et abréviations .....	4
1. Résumé exécutif.....	5
2. Introduction :.....	7
2.1 Antécédents et objet de l'évaluation :.....	7
2.1.1 Antécédents de l'évaluation :.....	7
2.1.2 Objectifs de l'évaluation :.....	7
2.2 Structure de la documentation présentée :.....	7
2.3 Méthodologie employée lors de l'évaluation (résumé) :.....	7
2.4 Conditions et limites de l'étude réalisée :.....	8
2.5 Présentation de l'équipe de travail :.....	8
2.6 Description des travaux exécutés:.....	9
Chapitre I: description de l'intervention ou interventions analysées .....	10
I.1 Conception initiale :.....	10
I.2 Description détaillée de l'évaluation :.....	10
Chapitre II : Méthodologie :.....	11
Chapitre III : Critères de l'évaluation et facteurs de développement .....	12
III.1. Etat de réalisation des activités prévues :.....	12
III.2. Degré d'atteinte des résultats attendus de l'exécution du projet :.....	13
III.3. Niveau d'accomplissement des indicateurs :.....	15
III.4. Appréciation globale des performances du projet AgrEau, par critère d'évaluation .....	17
Chapitre IV : Principales Forces et Faiblesses.....	30
IV. 1. Principaux points forts :.....	30
IV.2. Principaux points faibles :.....	31
Chapitre V : Principales conclusions et leçons apprises :.....	32
V.1 Principales conclusions :.....	32
V.2 Principales leçons apprises :.....	32
V.3 Principales recommandations :.....	33
Annexes .....	36
Annexe n° 1 : Formations réalisées par le projet au profit des bénéficiaires.....	36
Annexe n° 2 : Liste des principales personnes rencontrées .....	37
Annexe n°03 : Références bibliographiques .....	38

Annexe n° 04: Termes de référence de l'évaluation (Résumé) .....	38
FICHE d'évaluation CAD.....	46

## Sigles et abréviations

AECID	Agence Espagnole de Coopération au Développement International
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AHA	Aménagement Hydro - Agricole
AMAD	Association Mauritanienne d'Auto-Développement
CAD	Comité d'Action pour le Développement
CNRADA	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole
CERAI	Centre d'Etudes Rurales et de l'Agriculture Internationale
CPB	Casier Pilote de Boghé
CSE	Comité de Suivi de l'Evaluation
DA	Direction de l'Agriculture/Ministère de l'Agriculture
ENFVA	Ecole Nationale de Formation et de Développement Agricole (Kaédi)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GIE	Groupe d'Intérêt Economique
MA	Ministère de l'Agriculture
MAED	Ministère des Affaires Economiques et du Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OTC	Office Technique de Coopération
PCRE	Projet Croix Rouge Espagnol
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SONADER	Société Nationale de Développement Rural (Kaédi)
UPHG	Union des Groupements Producteurs Horticoles du Gorgol
UPHT	Union des Producteurs Horticoles du Trarza
VAC	Valeur Ajoutée Communautaire
ZIP	Zone d'Intervention du Projet

## 1. Résumé exécutif

Le projet AgrEau, objet de la présente évaluation a été planifié et mis en œuvre pour une durée de dix huit mois (18) du 01 mars de 2013 au 30 septembre de 2014 sur financement de l'AECID à hauteur de 252 781 Euros. L'équipe d'évaluation a été composée de Mr. Mamoudou Yéro Besse BA, agro – économiste, Chef de mission et Mamoudou Samba Anne, statisticien.

Durant la visite sur le terrain, la mission a bénéficié de la collaboration de l'ancien Chef du projet évalué, Mr Youssouf Diallo qui a facilité la mise en contact de la mission avec les bénéficiaires et les autres parties prenantes.

Grâce aux efforts des deux partenaires d'exécution du projet, AMAD et Cives Mundi, et en particulier de Mr Mauricio Santos, la mission s'est déroulée dans de bonnes conditions. Leur collaboration et leur disponibilité a permis aux membres de la mission de mieux comprendre les réalités de la Zone d'Intervention du Projet (ZIP).

Le travail d'évaluation a été organisé et conduit au niveau central, siège d'AMAD à Nouakchott, régional et local. Une note méthodologique de démarrage a été rédigée par le Consultant, présentée, discutée et validée par le Comité de Suivi de l'Evaluation (CES) avant d'entreprendre la visite de terrain suivant un chronogramme pré - établi et inclus dans la dite note.

Ce rapport présente les caractéristiques et données socio - économiques de la ZIP et répond ensuite aux questions posées dans les TDRs de la mission conformément à la structure suggérée par ces mêmes TDRs.

L'objectif global de développement auquel il entendait contribuer était de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural sur base de développement agro - écologique durable.

L'objectif spécifique vise à « favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie»

La Zone d'Information du Projet (ZIP) est formée d'un triangle constitué par les wilayas de Brakna, Gorgol et Guidimakha, régions des plus peuplées et plus touchées du pays par la faim et la malnutrition. La Mauritanie ne produit que 30%, environ, de ses besoins alimentaires et n'exploite seulement 20% des terres potentiellement arables. Le pays possède donc, particulièrement dans cette zone, des opportunités et des potentialités indéniables à mettre en valeur. Dans ce cadre, le projet AgrEau qui s'inscrit dans la continuité judicieuse des interventions de la Coopération Espagnole en appui aux efforts de Gouvernement mauritanien, a été conçu pour contribuer à réduire la pauvreté par la création durable de sources de revenus, et à améliorer la capacité alimentaire et l'état nutritionnel des populations autour du fleuve Sénégal dans les régions précitées, grâce :

- la diffusion de nouvelles techniques d'extraction de l'eau à partir des puits et les systèmes d'irrigation à moindre coût auprès des producteurs de Brakna, Gorgol et Guidimakha ;
- le renforcement des techniques et modèles de production des agriculteurs de Brakna à partir de critères plus efficaces de production ;

- le renforcement opérationnel et organisationnel du GIE du Brakna composé par 60 producteurs et productrices individuelles et collectives ;
- l'amélioration et le renforcement des circuits de commercialisation agricoles pour les groupes - cibles :

Le projet a bénéficié de façon directe à 1.705 agriculteurs et leurs familles dans trois régions couvertes, dont 1.293 femmes appartenant à des coopératives féminines.

Du point de vue opérationnel, la logique d'intervention du projet a été structurée en cinq (5) axes qui sont : (i) amélioration et diffusion de technologies d'irrigation à moindre coût (ii) appui à l'amélioration productive des parcelles familiales dans le département de Boghé à travers un suivi technique (iii) renforcement des structures paysannes, concrètement du GIE, (iv) dynamisation de la commercialisation de la production au niveau régional (v) gestion efficace de l'ensemble des actions du projet. ***Cette intervention tire son origine de la préoccupation et le besoin de répondre de manière intégrale à la promotion de l'agriculture d'irrigation à moindre coût en impliquant activement la population locale, principales responsables de son propre développement.***

La stratégie de mise en œuvre du projet a été basée sur la promotion et l'extension de la surface cultivée et irriguée à travers des systèmes performants qui permettent d'améliorer la production et satisfaire les besoins alimentaires de base, grâce : (i) à la formation en techniques innovatrices en agriculture moderne pour améliorer les pratiques et techniques existantes incluant l'intensification et la diversification de la production agricole et (ii) au renforcement organisationnel de la population bénéficiaire à travers l'amélioration des capacités du Groupe d'Intérêt Économique (GIE), formés et équipés pour répondre aux besoins de ses membres.

Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, le projet a défini dans son cadre logique : dix sept (17) activités réparties entre cinq (05) résultats attendus, et 19 Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) pour en mesurer les performances. Aux cinq (05) principaux critères d'évaluation suggérés par les TDRs, le consultant a ajouté quatre (04) autres critères : cohérence, Valeur ajoutée Communautaire (VAC), Visibilité et Satisfaction des Bénéficiaires (perception et appropriation).

Le projet a testé avec succès une technologie de captage d'eau y compris les eaux souterraines sur sols de diéri (jeeri), grâce à la réalisation de forages manuels équipés de système d'exhaure solaire, pour la petite irrigation à moindre coût.

Au regard de l'analyse critique des résultats obtenus d'une part, et compte tenu des contraintes liées à l'exécution des projets et programmes similaires en Mauritanie, d'autre part, que rencontrent la plupart des projets: faiblesses institutionnelles des OP : coopératives et GIEs, notamment, qualité de services de nombreux prestataires, etc., on peut en conclure que le **projet AgrEau a été performant et que sa ces du gestion des ressources mises à sa disposition a été bonne transparente.**

Le Chapitre III: «Critères de l'évaluation et facteurs de développement » présente, en détail, sous forme de tableau, l'analyse qui en a été faite.

Les principales conclusions / leçons apprises / recommandations sont formulées en fin de rapport selon les suggestions des TDRs de la mission.

La liste des principales personnes rencontrées au cours de la mission d'évaluation est annexée au présent rapport.

## **2. Introduction :**

Le projet vise à favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie

### **2.1 Antécédents et objet de l'évaluation :**

#### **2.1.1 Antécédents de l'évaluation :**

Le projet AgrEau a tiré des leçons utiles et capitalisé d'une certaine manière les acquis et projets antérieurs dont il a travaillé en synergie avec certains : Projet Croix rouge dans la Commune de Boghé, Agricommerce (AMAD / Cives - Mundi), Projet Trarza II (CERAI/ Cives Mundi), etc.

#### **2.1.2 Objectifs de l'évaluation :**

L'objectif principal de l'évaluation est d'analyser et de valoriser « la réalisation de toutes les activités, l'accomplissement des résultats estimés pour l'intervention et l'obtention des objectifs ».

### **2.2 Structure de la documentation présentée :**

(voir Références bibliographiques en annexe)

### **2.3 Méthodologie employée lors de l'évaluation (résumé) :**

La méthodologie employée est basée sur l'approche participative intégrale impliquant tous les acteurs dans l'ensemble du processus. Cette approche associe pleinement toutes les parties prenantes et accorde une grande écoute aux bénéficiaires directs de l'intervention du projet. Elle a été renforcée par l'application de la "triangulation" pour mieux assurer la fiabilité des données collectées aux fins d'analyses.

- ◆ Briefing : rencontre avec le CSE (Coordinateurs AMAD et Cives - Mundi) élargi au chef du projet AgrEau et au responsable du volet commercial. Une vue d'ensemble du projet a été donnée au consultant, des points ont été clarifiés et le principe de rédaction d'une note de démarrage qui fixe la méthodologie définitive, discutée et amendée par le CSE a été retenu avant le démarrage de l'évaluation sur le terrain.
- ◆ Exploitation de la documentation (cadre logique, rapports, conventions, etc.);
- ◆ Entretiens avec les responsables et personnes - ressources du projet;

- ♦ Entretiens avec les bénéficiaires : détenteurs de droits, détenteurs de responsabilités et autres acteurs (parties prenantes)
- ♦ Visite de terrain : toute la ZIP a été visitée : disponibilisation de l'eau et systèmes d'irrigation à coût réduit, 9 parcelles et 8 bénéficiaires dont: deux (2) au Guidimakha (individuel et coopérative), trois (3) au Gorgol (coopératives/collectif, individuel et familiale) et quatre (4) au Brakna (2 coopératives et 2 individuels). Pour le volet appui à la commercialisation, 12 bénéficiaires membres du GIE (Brakna) ont été rencontrés parmi lesquels : bureau de gestion, simples membres, tous exploitants. Par ailleurs, le consultant a rencontré 3 personnes - ressources, à savoir, le président de l'Association des Producteurs horticoles du Gorgol (APHG), le président du GIE polyculture du CPB et du promoteur producteur des pépinières maraichères à Boghé.

Au cours de la visite sur le terrain, les entretiens avec les bénéficiaires et les observations directes ont principalement porté sur les questions centrales suggérées par les TDRs de façon à pouvoir leur apporter des réponses satisfaisantes.

- ♦ Restitution des principaux constats après la visite de terrain aux responsables du projet au siège d'AMAD à Nouakchott et recueil de commentaires qui ont servi de base pour la rédaction du rapport final provisoire..

#### **2.4 Conditions et limites de l'étude réalisée :**

Pendant le travail de terrain, la mission n'a pas eu à rencontrer de contrainte significative. Il y a simplement à signaler qu'elle n'a pas pu trouver de "groupe atypique" comme elle l'avait souhaité car cela lui aurait permis de recueillir les sentiments/témoignages de personnes situées dans la ZIP n'ayant pas bénéficié de l'appui du projet. Ce léger "manque" sous forme de "bonus" n'enlève en rien à la validité du travail conduit.

#### **2.5 Présentation de l'équipe de travail :**

L'équipe qui a conduit l'évaluation finale externe du projet AgrEau était composée de :

(i) Dr Mamoudou Yéro Besse BA, PhD (option Recherche - Développement), agroéconomiste, consultant indépendant, justifiant de plus de 25 ans d'expérience, notamment en **Suivi / Evaluation à mi - parcours et ex - post**.

(ii) Mr Mamoudou Anne, agronome, spécialiste de statistiques agricoles, consultant indépendant (plus de 15 ans d'expérience)

(iii) Mr Ibou Ouattara, chauffeur qui a conduit la mission sur le terrain

**NB :** Mr Youssouf Diallo, Chef du projet AgrEau clôturé, a accompagné la mission sur le terrain pour faciliter sa mise en contact avec les bénéficiaires directs de la ZIP qu'il connaît bien.



## 2.6 Description des travaux exécutés:

Le champ d'action de l'évaluation porte sur toute la durée de mise en œuvre du projet et sur l'ensemble des actions qui ont été réalisées dans sa Zone d'Intervention.

Des éléments de réponses à ce chapitre sont déjà mentionnés plus haut, point 2.3 ('résumé' de la méthodologie employée lors de l'évaluation). En rappel, le travail d'évaluation a débuté avec des entretiens (briefing) avec le CSE, la quête et l'analyse des documents d'exécution du projet ainsi que , la rédaction d'une note de démarrage présentée, discutée et validée par l'UGE avant le départ du consultant sur le terrain.

Par la suite, le consultant a organisé des visites de terrain dans la ZIP (Brakna, Gorgol et Guidimakha) suivant l'agenda du tableau ci – dessous

### Calendrier de la mission et bénéficiaires directs rencontrés

Date	Sites visités	Bénéficiaires
26/11/2014	Voyage Nouakchott - Kaédi	
27/11/2014	Sélibaby (Guidimakha) Kaédi (Gorgol)	1. Coopérative Djokéré Endam Ferlo 2. Diabé Seydi Sakho 3. Abdoulaye Touré
28/11/2014	Djol (Gorgol) wouro bocar Civet	4. Idrissa Ly 5. Coopérative Djokéré Endam 6. GIE-Hydrovall
29/11/2014	Kaédi (bureau)	7. technicien agricole, agricommerce 8. président APHG, Kaédi
30/11/2014	Boghé (Brakna)	9. Alhousseyni Sy, individuel Boghé 10. coopérative Oumocala wane, Boghé 11. boutique GIE de Boghé
01/12/2014		12. unité de fabrique kits de foration, Boghé 13. N'djaye amadou sileye, exploitant de boghé, responsable transport du GIE 14. Camara Ibrahima, exploitant de Boghé 15. Barro bachirou, agronome promoteur horticole, Boghé
02/12/2014	Brakna Ouest	16. Coopérative de Thialgou 17. Diba Abdoulaye, vice-président GIE, Boghé (producteur NGorel) 18. Hamidou Oumar Diop, Trésorier GIE, Ndjorol
03/12/2014	Thialgou Ngorel et Ndjorol	19. Moustapha Bocar Sow, exploitant de N'djorol 20. Aminata mamadou Ba, exploitante de N'djorol 21. Ibrahima Sidi Komé, exploitant de N'Gorel 22. Amadou Siley M'Bodj, exploitant de N'Gorel
04/12/2014	Brakna Est	23. Aminata Yéro Dia, présidente coopérative de Ganki (Boghé) 24. Coumba Balla Komé, exploitante de Wothie 25. Harouna mamadou Niang, exploitant de Wothie
05/12/2014		26. N'gaïdé Hamath, président GIE CPB, polyculture, Boghé
06/12/2014	Boghé - Nouakchott	

**Rappel :** Ces sites ont été visités en compagnie du Chef du projet AgrEau, en qualité de facilitateur durant tout le parcours à la rencontre des bénéficiaires directs.

Du 06 au 09/12/2014, après le retour à Nouakchott, le consultant a procédé à une restitution au CSE, sur la base d'un Aide - mémoire qui présente les principaux constats et conclusions de la mission de terrain

## **Chapitre I: description de l'intervention ou interventions analysées**

### **I.1 Conception initiale :**

La Mauritanie est désertique à 75 %, avec une longue série de sécheresses qui affectent le pays depuis les années 70. Récemment il y a eu une faible pluviométrie en 2002, 2004, 2012 et 2014, plus grave l'invasion acridienne en 2004. Selon certaines sources, des cycles de faibles précipitations sont répétées tous les cinq ans, probablement influencés par le changement climatique global. La principale source de production alimentaire et économique est l'agriculture et l'élevage, de préférence entre communautés sédentaires au Gorgol et au Brakna, et sur la rive nord du fleuve Sénégal.

En effet, l'irrigation à partir des eaux souterraines constitue un obstacle majeur pour le développement et la rentabilité des cultures maraichères dans la vallée. En dehors des abords du fleuve Sénégal, les cultures maraichères sont généralement développées autour des puits par des coopératives féminines qui peinent à mobiliser les quantités nécessaires pour couvrir leurs besoins en eau. Les capacités productives des puits sont faibles à cause de leur condition de réalisation et de leur état de fonctionnement. En plus, les caractéristiques géologiques ne permettent une meilleure productivité de la acquière.

Pour améliorer les conditions d'accès à l'eau à faible coût pour l'irrigation des exploitations éloignées du fleuve Sénégal, le projet AgrEau s'est engagé à promouvoir et à diffuser les technologies de captage de l'eau souterraine à faible coût. Dans ce cadre, le projet a opté pour les forages manuels qui ont déjà été introduit en Mauritanie grâce aux fonds de la Coopération Espagnole pour approvisionner des petites localités riveraines du fleuve Sénégal en eau potable.

En effet, dans la vallée du fleuve Sénégal en particulier où la nappe phréatique est peu profonde, il existe plusieurs points d'eau dont la majorité n'arrive pas à répondre aux besoins en eau des petits jardins maraichers aménagés autours à cause de leur faible productivité. Dans ce cadre, pour améliorer la productivité agricole de ces jardins, il est donc nécessaire de créer les conditions favorables à la revalorisation des puits en état de dégradation et faiblement productif.

### **I.2 Description détaillée de l'évaluation :**

La mission d'évaluation finale externe du Projet AgrEau s'est déroulée du 21 Novembre 2014 au 21 janvier 2015, suivant les quatre (04) phases qui se déclinent comme suit :

**Phase 1 :** Organisation de l'évaluation : briefing avec les responsables de l'UGE (AMAD – Cives Mundi) en vue de définir avec eux la portée de la mission, analyse de la documentation

disponible sur le projet, élaboration d'une méthodologie de travail sous forme de "Note de démarrage" soumise au CSE pour discussion et validation avant d'entreprendre la visite sur le terrain pour la collecte des données nécessaires à l'évaluation. Cette note a traité aussi bien de l'approche méthodologique que des outils et techniques de collecte et d'analyse des données qui ont été utilisées, assortie d'un chronogramme détaillé du travail à mener, régional et local, auprès des partenaires bénéficiaires et toutes autres parties prenantes au projet.

Au niveau central, le consultant a pris l'attache de la Représentation de l'AECI D qui a eu à financer le projet et a collecté toute donnée secondaire susceptible de renseigner la mission.

#### **Phase 2** : Visite de la zone du projet :

Au cours de cette phase de visite dans les 3 wilayas (régions) : Brakna, Gorgol et Guidimakha qui constituent la ZIP, des rencontres ont été tenues avec toutes les parties prenantes sur la base d'un échantillon suffisamment représentatif. La collecte de l'information sur le terrain s'est poursuivie à travers des entretiens supplémentaires avec des représentants de services techniques déconcentrés (Délégation régionale du Ministère de l'Agriculture) et des communes de Boghé et de Kaédi.

**Phase 3** : Analyse des données collectées sur le terrain portant sur les résultats préliminaires de l'évaluation à présenter sous forme d'aide – mémoire de quatre (04) pages récapitulant les principaux «résultats de l'évaluation» lors d'une séance de restitution au CSE à Nouakchott. Les observations/commentaires faits au cours de cette séance ont été intégrés dans la version provisoire du rapport final d'évaluation.

#### **Phase 4** : Rédaction et transmission du Rapport provisoire.

Sur la base des informations recueillies et des commentaires et suggestions faits au cours de l'étape précédente (Etape 3), il a été élaboré le rapport final pour commentaires et observations. Compte tenu de ces commentaires et observations le rapport a été finalisé.

L'analyse détaillée des résultats de l'évaluation est présentée en détail, plus bas : "Chapitre III : Critères de l'évaluation et facteurs de développement"

#### **Chapitre II : Méthodologie :**

- ♦ La méthodologie suivie par le consultant a été une méthodologie basée sur une **Approche Participative intégrale** à même : (i) d'associer pleinement toutes les parties prenantes indiquées dans les TDRs, avec une sensibilité particulière pour les questions transversales, notamment : Genre et Environnement. Elle **intègre aussi** : (i) **les normes de l'AECID** et (ii) les principes/directives de Cives – Mundi et AMAD, à savoir :
  - (i) renforcement des moyens de subsistance des femmes et des hommes dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage dans les zones rurales, et de la pêche dans les zones périurbaines de Nouakchott et Nouadhibou ;
  - (ii) promotion d'un modèle de développement économique fondé sur une meilleure redistribution de la richesse nationale entre les secteurs productifs en milieu rural, et ;

- (iii) renforcement de la citoyenneté, par l'égalité des droits et des devoirs entre tous les citoyens, la promotion du contrôle citoyen de l'action publique et la participation de la société civile dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques.
- ♦ Un Briefing tenu le jeudi 20 novembre 2014 au siège de l'AMAD (Nouakchott) entre les membres du CSE élargi au Chef du projet AgrEau de l'équipe d'évaluation et le consultant.
- ♦ La collecte des données nécessaires à l'évaluation a été organisée au niveau central, régional, et communal (local). Une visite de terrain a été organisée par le consultant dans la Zone d'Intervention du Projet suivant un programme pré - établi et soumis dans la note de démarrage mentionnée plus bas. Cette collecte s'est effectuée par le biais d'un guide d'entretien comprenant deux parties (cadrage et questionnaire) administré aux bénéficiaires renforcé par des interviews individuels et focus groupes, ainsi que des observations directes des réalisations des acteurs engagés dans la mise en œuvre du projet. Le principe de triangulation des différentes informations collectées auprès des bénéficiaires et autres parties prenantes.
- ♦ La mission a procédé initialement à une revue exhaustive des documents d'exécution du projet transmis par les responsables du projet, après établissement d'une note de démarrage discutée et validée par ses mêmes responsables du projet.
- ♦ Le consultant a travaillé en bonne entente avec les acteurs directement impliqués dans l'Unité de Gestion de l'Evaluation (UGE) en charge du pilotage de l'évaluation, à savoir (i) Cives Mundi : gestionnaires et coopérants du projet et (ii) AMAD : Présidente, administrateur du projet

La liste des personnes rencontrées est présentée en annexe n°05

### **Chapitre III : Critères de l'évaluation et facteurs de développement**

#### **III.1. Etat de réalisation des activités prévues :**

Les dix sept (17) activités planifiées reprises ci – dessous, par résultat, ont été réalisées en totalité.

Leur pertinence est analysée dans les sous – chapitres présentés plus bas, en rapport, tantôt, avec les résultats, tantôt avec les indicateurs auxquels elles sont rattachées.

R1A1. Equipement d'une équipe de puisatiers avec des outils pour des perforations manuelles et réhabilitation de puits.

R1A2. Formation d'une équipe de puisatiers en techniques de perforation manuelle et réhabilitation de puits.

R1A3. Réhabilitation de 9 puits existants et construction de 3 nouveaux contre puits dans la zone de la nappe phréatique du fleuve Sénégal.

R1A4. Sélection, acquisition et installation de 12 systèmes d'extraction d'eau à faible coût (manuel, motopompes, solaire, etc.)

R1A5. Sélection, acquisition et installation de 12 systèmes d'irrigation à faible coût (goutte à 8 goutte, californien, aspersion, etc.)

R1A6. Journées de diffusion de l'expérience réalisée à Gorgol, Brakna et Guidimakha

R1A7. Elaborer des publications et du matériel multimédia pour chaque système

R2A1. Formation en planification de la production et techniques agro-écologiques de production

R2A2. Promotion de la production d'une seconde campagne horticole avec une plus grande valeur ajoutée pour sa vente pour 30 agriculteurs

R2A3. Accompagnement des producteurs durant la campagne horticole

R3A1. Réalisation de 2 séances de formation des membres des GIE en gestion administrative et financière

R3A2. Accompagnement et formation sur l'utilisation des fonds de roulement.

R3A3. Renforcement du GIE de Brakna et stratégie d'échange d'expériences avec les GIE de Gorgol.

R4A1. Réalisation d'un plan de commercialisation.

R4A2. La boutique du GIE de Brakna est pourvue du matériel nécessaire pour les agriculteurs.9

R5A1. Coordination, administration, suivi et visibilité du projet

R5A2. Création d'une ligne de base qui permette le monitoring et l'évaluation.

### III.2. Degré d'atteinte des résultats attendus de l'exécution du projet :

R1

Résultats attendus	Niveau de réalisation
R1A1. Equipement d'une équipe de puisatiers avec des outils pour des perforations manuelles et réhabilitation de puits	2 kits mis à disposition des bénéficiaires, soit 100%
R1A2. Formation en techniques de perforation manuelle et réhabilitation des puits	Exécutée à 100% : Actuellement l'équipe doit se scinder en deux afin de répondre aux sollicitations
R1A3. Réhabilitation de 9 puits existants et construction de 3 nouveaux contre puits dans la zone de la nappe phréatique du fleuve Sénégal	9 puits ont été construits et 5 réhabilités
R1A4. Sélection, acquisition et installation de 12 systèmes d'extraction d'eau à faible coût (manuel, motopompes, solaire)	8 ont été visités et ont été installés 8 visités : au moment d'écrire ce rapport, tous les systèmes sont déjà installés
R1A5. Sélection, acquisition et installation de 12 systèmes d'irrigation à faible coût (goutte à goutte, californien, aspersion)	Elle a été réalisée et a été relatée par plusieurs participants
R1A6. Journées de diffusion de l'expérience réalisée à Gorgol, Brakna et Guidimakha	Réalisées pour les systèmes, pas pour la commercialisation

R1A7. Elaborer des publications et du matériel multimédia pour chaque système	<b>accompli</b>
---	-----------------

## R2

Résultats attendus	Niveau de réalisation
R2A1. Formation en planification de la production et techniques agro-écologiques de production	Plusieurs formation ont été réalisées notamment celle pour la préparation de l'engrais liquide a été signalée
R2A2. Promotion de la production d'une seconde campagne horticole avec une plus grande valeur ajoutée pour sa vente pour 30 agriculteurs	Plusieurs actions comme achat de semences maraichères ont été réalisés
R2A3. Accompagnement des producteurs durant la campagne horticole	18 missions d'accompagnement ont été réalisées

## R3

Résultats attendus	Niveau de réalisation
R3A1. Réalisation de 2 séances de formation des membres des GIE en gestion administrative et financière	rempli
R3A2. Accompagnement et formation sur l'utilisation des fonds de roulement.	Le projet a fait un renforcement de capacités administratives et financières du GIE
R3A3. Renforcement du GIE de Brakna et stratégie d'échange d'expériences avec le GIE de Gorgol.	Renforcement est le fruit de la rencontre d'une journée à Tékane comme échanges d'expériences entre les organisations

## R4

Résultats attendus	Niveau de réalisation
R4A1. Réalisation d'un plan de commercialisation.	le projet a fait une étude qui a été partagée lors d'un atelier de restitution avec la présence du bureau du GIE et autres acteurs commerciaux
R4A2. La boutique du GIE de Brakna est pourvue du matériel nécessaire pour les agriculteurs.	Effectivement il y a eu achat de semences et matériels pour une valeur de 1660.000 UM

## R5

Résultats attendus	Niveau de réalisation
R5A1. Coordination, administration, suivi et visibilité du projet	Tous les rapports prévus : bimensuels : 9 fiches CM – INAC, 6 fiches trimestrielles, 2 rapports annuels et 1 rapport final ont été préparés et transmis dans les délais requis à l'OTC, notamment
R5A2. Création d'une ligne de base qui permette le monitoring et l'évaluation	Résultat rempli.

### III.3. Niveau d'accomplissement des indicateurs :

Intervention	Indicateurs	But final	Premier année	A la fin du projet
<b>Les conditions de production et de commercialisation des agriculteurs riverains du fleuve Sénégal se sont améliorées à travers l'introduction et la diffusion de nouveaux systèmes d'irrigation à faible coût, la promotion de modèles de production et d'organisation plus efficaces, et un appui aux plans de commercialisation.</b>	Au terme du projet 70% des bénéficiaires ont commercialisé les produits d'une campagne agricole dans la région de Brakna (seconde campagne agricole de l'année).	70%	20%	35%
	9 puits réhabilités et 3 contre puits sont au moins utilisés lors d'une campagne agricole	12	8	14
<b>R1</b>				
<b>Les nouvelles techniques d'extraction de l'eau à partir des puits et les systèmes d'irrigation à faible coût auprès des producteurs de Brakna, Gorgol et Guidimakha ont été diffusés</b>	9 puits sont réhabilités et 3 contre puits construits	12	8	14
	L'équipe de puisatiers a amélioré ses connaissances avec 3 techniques de réhabilitation de puits et 2 de réalisation de contre puits après la formation.	100%	100%	100%
	12 systèmes d'extraction d'eau sont installés et utilisés régulièrement par les bénéficiaires.	12	5	13
	12 systèmes d'extraction d'eau sont installés et utilisés régulièrement par les bénéficiaires.	12	7	12
	12 systèmes d'extraction d'eau sont installés et utilisés régulièrement par les bénéficiaires.	12	7	12
	On a fait une étude comparative des systèmes d'irrigation et d'extraction et on a créé une vidéo à diffuser.	100%	72%	100%
<b>R2</b>				
<b>Les techniques et modèles de production des agriculteurs de Brakna se sont améliorés et sont plus efficaces.</b>	25% des bénéficiaires de Brakna ont effectué une campagne au moins deux fois l'an durant le projet.	25%	10%	35%
	100% des bénéficiaires de Brakna qui ont décidé d'effectuer une seconde campagne ont été accompagnés par les techniciens du projet	100%	100%	100%
	100% des bénéficiaires formés ont élaboré une planification annuelle	100%	100%	100%
<b>R3</b>				

<b>La structure opérationnelle du GIE du Brakna est renforcée.</b>	Au terme du projet le GIE a tenu au moins 5 réunions d'information sur l'évolution du projet.	5	7	7
	Le GIE dispose de 100% de la documentation nécessaire pour l'utilisation des fonds de roulement.	100%	100%	100%
	9 membres du GIE ont été formés en gestion administrative.	9	5	15
	2 visites d'échange d'expériences entre les GIE de Brakna et ceux de Gorgol ont été effectuées	2	1	2
	5 visites auprès des agriculteurs du Brakna pour un échange d'expériences ont été effectuées.	5	5	5
<b>R4</b>				
<b>Les circuits de commercialisation agricole pour les groupes cible se sont vus renforcés.</b>	Le camion donné par le PCRE au GIE n'a pas pu être utilisé pour appuyer la commercialisation comme prévu pour panne grave sans moyens disponibles pour le réparer. Des activités de substitution à cet appui ont été initiées par le projet AgrEAU, dont la réflexion pour la mise en place d'un SIM			
	Les orientations du plan de commercialisation ont été suivies au moins par 20% des bénéficiaires de Brakna.	20%	0	10%
	Elaboration d'un plan de commercialisation	100%	10%	100%
	La boutique dispose en stock de produits de qualité à un prix au moins 2% moins cher que celui du marché local.	100%	100%	100%
<b>R5</b>				
<b>Les ressources financières ont été gérées avec 100% de succès selon les normes du bailleur de fonds durant le projet.</b>	Les ressources financières ont été gérées avec 100% de succès selon les normes du bailleur de fonds durant le projet.	100%	62%	100%
	Visites de supervision et de contrôle ont été effectuées dans la ZIP par Cives Mundi pendant la période de mise en œuvre du projet.	3	6	8
	Visites d'accompagnement effectuées par l'équipe du projet sur le terrain au profit des bénéficiaires			




### III.4. Appréciation globale des performances du projet AgrEau, par critère d'évaluation

L'intervention du projet AgrEau « : **favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie** » a été pertinente et le projet peut être qualifié à la fois de "projet à effets et impacts rapides" dont les retombées positives vont directement aux populations bénéficiaires, avec des répercussions à moyen et long terme permettant la mobilisation et la valorisation des Ressources Naturelles Locales, en particulier, l'eau et le sol, sur fond d'un fil conducteur avec les programmes mis en œuvre précédemment grâce à des financements de l'AECID.

Le projet AgrEau répond aussi à une grande **cohérence** vis-à-vis des politiques gouvernementales globales et sectorielles, et est conforme à ses préoccupations, politiques appuyées par l'AECID, notamment dans les domaines de lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par la création durable de sources de **revenus**, avec la prise en compte de la dimension **Genre et Environnement** (Agro – écologie et Biodiversité).

*Aussi, les appréciations suivantes peuvent être apportées à la planification et à la mise en œuvre du projet AgrEau*

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
<b>PERTINENCE</b>			
1. le projet a – t – il répondu aux priorités de l'AECID ?   2014 COMIX ESPAÑA MAURITANIA FR.pdf	L'intervention du projet AgrEau a été pertinente tout au long de sa mise en œuvre et s'inscrit parfaitement dans la continuité des interventions de la Coopération Espagnole en appui aux efforts du Gouvernement mauritanien, notamment en matière d'orientations et de stratégies sectorielles centrées sur la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.	Documentation fournie par les responsables du projet, résultats et analyse enquête de terrain auprès des bénéficiaires directs et autres parties prenantes, divers entretiens niveaux central, régional et local	Le projet AgrEau peut être qualifié, à juste titre, de "projet à effets et impacts rapides" dont les retombées positives ont directement profité aux populations bénéficiaires. Avec des répercussions à moyen et long terme permettant la mobilisation et la valorisation des Ressources Naturelles Locales, en particulier, l'eau et le sol, sur fond d'un fil conducteur avec les programmes mis en œuvre précédemment grâce à des financements de l'AECID.

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
<p>2. le projet a – t – il répondu aux priorités des politiques de développement des partenaires locaux et aux politiques publiques de développement ?</p>	<p>Le projet intègre parfaitement les priorités des politiques nationales (CSLP, SNSA, SDSR, etc.) visant, comme objectif de développement, l'amélioration des conditions de vie des populations par la lutte contre la pauvreté et la malnutrition en préservant l'Environnement.</p> <p>Au plan opérationnel et spécifique, la mise en œuvre du projet a permis de résoudre, de façon satisfaisante, le principal problème qui se posait aux populations des trois régions couvertes, à savoir, « la difficulté d'accès à l'eau d'irrigation hors berges du fleuve Sénégal, à moindre coût ».</p> <p>Le projet AgrEau, a, sans conteste, répondu pleinement aux priorités des partenaires locaux : AMAD, Communautés de Base (CdB) et bénéficiaires directs.</p>	<p>Les documents sus – mentionnés, plus : CSLP, SNSA, SDSR, etc.</p>	<p>Depuis 1992, le Gouvernement mauritanien a lancé un vaste programme de réformes structurelles, économiques et sectorielles pour la réduction de la pauvreté concrétisé par le CSLP. Ce document de référence reconnaît la nécessité de développer et de diversifier le secteur rural pour accroître les échanges, réduire les coûts de production et rendre l'économie plus compétitive. Il est global et invite les partenaires au développement de la Mauritanie et les communautés de base à s'y investir.</p> <p>L'objectif du SDSR (2001 – 2015) est de ramener l'incidence de la pauvreté en milieu rural de 69% à 34% à l'horizon 2015.</p>
<p>3. le projet a – t – il répondu aux priorités des politiques publiques de développement ?</p>	<p>Affirmatif. A l'instar des projets de développement rural communautaire qui s'exécutent en Mauritanie, le Projet AgrEAU s'inscrit parfaitement dans les politiques publiques de développement du pays</p>		<p>Au cours des 20 dernières années, le CSLP qui est à sa 3<sup>ème</sup> phase, constitue le document de référence du Gouvernement et de ses partenaires au développement comme l'AECID.</p> <p>En 18 mois de mise en œuvre, le Projet AgrEAU a contribué, dans la mesure de ses moyens, au renforcement de l'objectif du SDSR (2001 – 2015) qui était de ramener l'incidence de la pauvreté en milieu rural de 69% à 34% à l'horizon 2015.</p>

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
4. les bénéficiaires étaient – ils bien définis ?	Tous les bénéficiaires visités remplissent parfaitement les conditions d'éligibilité fixées par le projet, dont : la possession d'une superficie faible à moyenne à mettre en valeur, la sécurisation du site (clôture), la participation effective par la réalisation de certains travaux liés à "l'aménagement", etc ;		
<b>EFFICIENCE</b>			
1. les indicateurs de l'OS permettent-ils d'évaluer ce dernier ? <b>Rappel</b> : l'OS était : les conditions de production et de commercialisation des agriculteurs riverains du Fleuve Sénégal se sont améliorées à travers l'introduction et la diffusion de nouveaux systèmes d'irrigation à faible coût, la promotion de modèles de production et d'organisation plus efficaces, et un appui au plan commercialisation.	Les indicateurs (IOE1 et IOE2 permettent d'évaluer correctement l'objectif spécifique.  La qualité des performances du projet s'apprécie de façon globale et s'applique à l'ensemble des 23 indicateurs définis dans le Cadre Logique. Le faible taux de réalisation de l'OE1 (35% sur 70%) mentionné ici ne se réfère qu'à la commercialisation des produits maraîchers. Si l'on considère le taux d'accomplissement des 22 autres indicateurs, on peut valablement conclure que le projet a été, globalement, efficient.		La planification des ressources et leur mobilisation dans les séquences du projet ont fortement contribué à l'atteinte des résultats escomptés.  Le problème de commercialisation reste cependant à résoudre de façon plus efficace, malgré les efforts entrepris par le projet, réflexion sur le SIF, Initiation de plan de commercialisation à maîtriser par les GIEs pour leur permettre de jouer réellement leur rôle de génération des intérêts économiques au profit de leurs membres.
2. les résultats ont- ils constitué des moyens suffisants et nécessaires pour l'atteinte de l'OS ?	Parfaitement. La combinaison des 5 résultats définis dans le Cadres Logique a favorisé l'atteinte de l'OS. Cet objectif étant de « favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie» :  (i) « l'accès a l'eau » a connu un franc succès grâce à la "mobilisation et exploitation eaux sous-terraines par forages manuels à des fins d'irrigation pour		Les 5 résultats attendus sont présentés en page 13. III.2. Degré d'atteinte des résultats attendus de l'exécution du projet) et les 17 activités commentées, par résultat : Chapitre III : Critères de l'évaluation et facteurs de développement.

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/Remarques
	<p>cultures maraîchères et fruitières hors berge du fleuve”</p> <p>(ii) « droit à l'alimentation » : le projet a permis d'aménager une superficie totale supérieur à 280 ha et la production de 73 tonnes de légumes frais, contre aux 15 tonnes avant projet, sans compter les produits fruitiers non encore entrés en production (14 bénéficiaires de systèmes d'irrigation)</p> <p>(iii) « commercialisation » : l'appui apporté dans ce domaine a permis aux producteurs / productrices de vendre 80% de leurs légumes sur le marché.</p> <p>Il convient de noter que la commercialisation des produits horticoles, légumes en particulier, reste un problème à résoudre, malgré les efforts fournis par le projet. Un facteur aggravant contribue à freiner la solution de ce problème complexe, c'es la faiblesse des niveaux actuels de la productivité (rendement /ha) et de la production, à laquelle s'ajoutent la difficulté d'organiser l'étalement de la production sur toute l'année et les capacités de marketing encore limités des bénéficiaires.</p>		
<p>2. l'OS a-t-il été atteint ? Si non, pourquoi ?</p>	<p>Oui. Les indicateurs (IOE1 et IOE2 permettent d'évaluer correctement l'objectif spécifique.</p>		<p>Vingt trois (23) indicateurs ont été définis dans le Cadre Logique du Projet et analysés en fonction des résultats auxquels ils se réfèrent. La question 2 posée ici en rapport avec l'OS qui a été atteint n'appelle pas de réponse pour reprendre les indicateurs analysés par ailleurs.</p>
<p>4. les facteurs externes (hypothèses) prévus pour le Résultat et l'OS se sont-ils produits ?</p>	<p>Les conditions climatiques voir hypothèses et risques du CL n'ont pas défavorisé la mise en œuvre du projet</p>		<p>-</p>
<b>EFFICACITE</b>			

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
1. les moyens pour l'exécution du projet étaient – ils bien décrits et étaient-ils nécessaires pour la réalisation des activités ?	<p>1. les moyens mis en œuvre étaient bien décrits et absolument nécessaires pour la réalisation des activités prévues. Ils ont aidé à atteindre les résultats attendus en 18 mois de mise en œuvre.</p> <p>La répartition des ressources financières a été judicieuse entre les deux partenaires d'exécution : AMAD et Cives Mundi. Les dix sept (17) activités pour cinq (05) résultats attendus étaient essentielles, à la bonne exécution du projet.</p> <p>Les procédures d'acquisition des biens et services prévues dans le document du projet ont été respectées. Toutes les missions de suivi technique et financier ont été effectuées comme prévu.</p>		Les activités prévues sont en bonne adéquation avec les résultats attendus pour permettre de les atteindre.
2. les coûts sont-ils clairement justifiés et ont-ils été raisonnables ?	2. Les technologies utilisées sont assez simples et comme il n'y a pas eu de surcoût demandé, il en résulte que les prix pratiqués pour l'acquisition des biens et services étaient raisonnables dans le contexte national, régional et zonal. Les prix pratiqués sont repris dans les rapports financiers périodiques et annuels.		
3. toutes les activités prévues ont- elles été essentielles pour l'obtention des Résultats ?	3. Oui. Les 17 activités planifiées étaient pleinement justifiées et pertinents. C'est pourquoi la quasi - totalité des résultats a été atteint (voir		
4. les temps d'exécution des activités ont-ils été adéquats ?	4. Si l'on déduit 3 à 4 mois sur les 18 mois de durée de mise en œuvre du projet pour la mobilisation du personnel, la préparation et la conformation aux procédures d'acquisition des biens et services incontournables, le temps efficace qui reste ne permet pas de conduire 3 à 4 campagnes agricoles, ce qui réduit la quantité de données de résultats à analyser pour tirer des conclusions valables et		

Points de questionnaire	Réponses aux points de questionnaire Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/Remarques
	réplicables.		
5. les responsabilités ont-elles été clairement assignées pour l'exécution des activités ?	5. Parfaitement : au niveau coordination et gestion, siège Nouakchott, les termes de l'Accord de mise en œuvre du projet par AMAD et Cives – Mundi fixent clairement les responsabilités de chacun des partenaires. Au niveau de l'équipe sur terrain, chaque personnel a été recruté sur base de contrat tenant lieu de "fiche de poste", où les tâches de l'agent sont décrites. Les missions de supervision effectuées régulièrement par les coordinateurs (Cives – Mundi et AMAD) permettent de suivre l'état d'avancement du projet, de contrôler le travail de l'équipe de terrain et de s'entretenir directement avec les bénéficiaires.		
6. les facteurs externes (hypothèses) prévus pour des activités se sont-ils produits ?	6. Les conditions climatiques n'ont pas défavorisé la mise en œuvre du projet		
<b>IMPACT</b>			

Points de questionnaire	Réponses aux points de questionnaire Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
<p>7. Quels ont été les effets du projet (positifs / négatifs) sur les bénéficiaires et sur l'Environnement ?</p>	<p>Effets éminemment positifs, nombreux et variés : fourniture permanente de l'eau potable, l'eau d'irrigation à moindre coût, systèmes d'arrosage reposants, efficace, environnement e a été amélioré (dans les périmètres et aux environs) par les eaux de filtration.</p> <p>Augmentation constatée de la production chez tous les producteurs ayant utilisé tout leur système : cas du bénéficiaire de Sélibaby et d'autres bénéficiaires En 18 mois d'activités, c'est beaucoup plus les "EFFETS" que les "impacts globaux" qui se ne sont mesurables que dans la durée. S'agissant de sécurité alimentaire, l'impact en tant que tel s'apprécie en termes de consommation familiale de production horticole, de renforcement de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel, ainsi que de génération de revenus permettant d'acquérir des biens et services. Des cas de gains de revenus de plus de 700.000 UM par rapport à la campagne passée. Achat d'autres équipements pour son nouveau jardin, etc.</p> <p>Cas du bénéficiaire de Djéol (GORGOL : en plus des produits commercialisés) déclare qu'il faut ajouter dans la production les quantités autoconsommées par les familles, les dons et surtout l'alimentation du bétail. Il affirme que s'il n'avait pas mis en exploitation son périmètre la campagne passée il allait perdre tous ses animaux (une trentaine de petits ruminants, une vingtaine de vaches, des chevaux et ânes). Malgré tout cela, il a fait un gain de 300.000 UM. C'est le deuxième à être rejoint par ses deux frères et sa sœur pour l'exploitation de son périmètre de 6ha.</p> <p>Bonne perception des populations de la ZIP qui ont</p>	<p>.</p>	<p>Au cours de la mission que le délégué du MA et le responsable du MAED ont fait, peu de temps après la fin du projet à la ZIP, il ressort de leur conclusion : le projet d'avoir mis à la disposition des agriculteurs de la Wilaya ces infrastructures combien utiles et importantes pour les aider à assurer leur sécurité alimentaire.</p> <p>Elle a aussi constaté que les appuis concernant les systèmes d'irrigation ont été surtout orientés vers les coopératives familiales et les coopératives villageoises, cette action devra être diffusée à une plus grande échelle.</p> <p>Le problème majeur que rencontre le monde rural pour espérer <b>atteindre l'autosuffisance alimentaire est l'accès à l'eau d'irrigation.</b> Ces systèmes d'irrigation solaire généralisés peuvent contribuer au règlement de ce problème majeur ».</p> <p>Les principales réalisations en matière d'appui à la production horticole et à l'exploitation / gestion des ressources naturelles dans les 3 wilayas appuyées. Ces appuis ont des retombées sur les aspects de la réduction de la pauvreté, grâce aux revenus générés, et des incidences indéniables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle</p>

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
	<p>une bonne image d'AMAD et qui sont séduites par l'approche "englobante" du projet, notamment ses prestations et ses octrois de matériels et équipements au démarrage de son intervention.</p>		<p>par la consommation de légumes frais riches en vitamines diverses, et la création durable de sources de revenus dans la ZIP.</p> <p>La formation en comptabilité et gestion des gérants de la boutique a permis de bien gérer les marchandises et de faire fructifier l'investissement. Au passage de la mission, le gérant évaluait la valeur de la boutique à plus de 3.000.000 UM, alors que capital de départ le était de 1.660.000 UM.</p> <p>Pour les GIEs, l'apport du projet est également très important et très apprécié. La compétence acquise suite au renforcement en capacité (formation technique) l'équipement reçu ont permis au GIE HYDROVAL de devenir le premier dans la technique de forage manuelle. En plus de leur partenariat avec le projet pour réaliser tous ses l'équipe du GIE se trouve sollicitée partout dans la zone. Compte tenu des couts moindres de perforation et des délais réduits de travail, les forages manuels sont en train de prendre une place importante dans la modernisation de l'agriculture dans les zones hors fleuve. A cause de cette sollicitation le groupe 'est divisé en deux équipes pour</p>



Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
			<p>pouvoir répondre à la demande. Les membres du GIE sont rémunérés au prix de chaque forage, après déduction des frais ; ce qui constitue une source d'emplois permanents pour des jeunes. C'est également la même appréciation pour l'unité de fabrication de pièces de rechange et de réparation des équipements des forages manuels.</p>
<p>2. les indicateurs de l'OG permettent d'évaluer ce dernier ?</p>	<p>2. Effectivement ils permettent dans une certaine mesure d'évaluer la mise en œuvre de l'OG qui n'a pas été formulée en tant que telle dans le Cadre Logique du Projet. Le consultant a fait une déduction logique à partir de l'Objectif spécifique et des priorités du CSLP qui constitue le cadre de référence des priorités du Gouvernement que ses partenaires au développement comme l'AECID appuient</p>		
<p>3. le projet a-t-il contribué de façon significative à l'atteinte de l'OG ?</p>	<p>3. Le projet devrait, à terme, contribuer parfaitement à l'atteinte de l'OG</p>		
<b>VIABILITE / DURABILITE</b>			

<b>Points de questionnement</b>	<b>Réponses aux points de questionnement Diagnostic</b>	<b>Sources des informations</b>	<b>Justifications/Analyse/ Remarques</b>
1. Dans quelles conditions les partenaires et/ou bénéficiaires pourront maintenir, consolider et élargir les acquis du projet ?	1. A condition que les GIEs structurés et appuyés s'organisent mieux pour évoluer vers une entreprise agricole capable de réaliser des bénéfices et qui possède un plan de production et de commercialisation cohérents		L'accès à l'eau à moindre coût au profit de population vulnérable à dominante féminine est en soi un facteur de pérennité, et que les ressources générées permettront aux bénéficiaires organisés en coopératives et en GIE, pourront, à terme, entretenir les infrastructures de production et poursuivre les activités qui leur procurent des biens et des services.
2. les bénéficiaires ont-ils été impliqués dans l'identification, la gestion et le maintien du projet ?	2. A travers le processus de diagnostic des contraintes, les bénéficiaires sont associés aux solutions, peut-être pas dans le choix des équipements et à la gestion		
3. le projet a –t-il compté et compte – t – il sur un appui politique suffisant ?	3. peut-être au niveau supérieur mais au niveau terrain les autorités (ancien maire, services techniques ont pas été impliqués ou informés du projet depuis son lancement		
4. le projet n'a –t-il pas violé des aspects essentiels de la culture des groupes bénéficiaires ?	4. Au aucun cas un comportement contraire aux cultures locales n'a été signalé		
5. le projet a-t-il contribué à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes ?	5. Le projet a intervenu de manière égalitaire, sans discrimination entre hommes et femmes (4 coopératives féminines contre 10 individuels) pour les nouveaux investissements		le projet à fait un effort de discrimination positive dans le ciblage des bénéficiaires : nombreuses coopératives de femmes comme bénéficiaires de systèmes solaires (tous les coopératives on été équipées de photovoltaïques).

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/Remarques
6. le projet a –t-il fait une bonne gestion des ressources environnementales ?	6. Mis à part la pollution des motopompes, l’environnement est bien entretenu dans l’ensemble des activités du projet		
7. la technologie utilisée dans le projet est elle rentable en termes de coût/bénéfice et peut-elle être assumée par les bénéficiaires sans grands problèmes	<p>7. L’investissement peut être rentabilisé avec des cultures productives et commercialisables. L’étude comparative réalisée par AgrEau : le projet “ Croix Rouge Espagnole” a aménagé une superficie de 182 ha sur lesquels une production de 15,80 tonnes a été enregistrée contre 280 ha avec une production de 73 tonnes de légumes frais, soit un triplement de la production.</p> <p>Le recours à des facteurs agro écologiques comme l’utilisation du fumier de ferme, la fosse compostière, etc, n’est pas encore généralisé pour mieux contribuer à l’efficacité des cultures. L’importance d’économiser l’eau par un système d’irrigation plus efficace est bien comprise par les agriculteurs et ils s’y emploient.</p> <p>La cherté des forages et de l’irrigation solaire, quoique moins chers à d’autres systèmes en place, devrait faire l’objet de calculs économiques pour rabaisser davantage les coûts d’investissements afin de les rendre encore plus accessibles aux bénéficiaires.</p>		<p>Les technologies introduites par le projet sont à la fois à coût faible mais aussi, très faciles à d’entretenir et à utiliser. AMAD ou d’autres projets similaires peuvent s’approprier et aider à diffuser ces innovations testées avec succès car elles sont porteuses de progrès certain.</p>
<b>COHERENCE</b>			
	<p>Une bonne cohérence existe entre les objectifs globaux et spécifiques et les deux résultats attendus de la mise en œuvre du projet.</p> <p>Le projet s’inscrit dans la continuité des financements précédents accordés par l’AECID et a tiré des enseignements des expériences acquises avec les projets antérieurs comme Agricommerce</p>		<p>Les projets Agricommerce (AMAD / Cives – Mundi), Trarza II (AMAD / CERAI) ont affiné les critères d’éligibilité de bénéficiaires, développé de façon pédagogique la participation effective des bénéficiaires aux actions à entreprendre, organisation des</p>

Points de questionnement	Réponses aux points de questionnement Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
	<p>(AMAD / Cives – Mundi), Trarza II (AMAD / CERAI), Croix rouge espagnole.</p> <p>Les activités planifiées dans le CL ont permis au projet d'atteindre les résultats attendus avec un niveau de satisfaction très élevé.</p>		<p>coopératives en GIEs et en Unions de GIEs, etc. Le projet Croix rouge espagnole a "déblayé le terrain" pour le projet AgrEau à qui il a transféré un certain nombre d'outils et de moyens.</p>
<b>VALEUR AJOUTEE COMMUNAUTAIRE</b>			
	<p>Innovation technologique durable : test et démonstration réussis de forages manuels ayant permis l'exploitation et la mise en valeur rationnelles de ressources naturelles à partir des eaux souterraines, à moindre coût, sur base d'une démarche participative et inclusive, fortement appréciée par les bénéficiaires directs.</p>		<p>Les services techniques déconcentrés concernés (MA et MAED) et par les autorités administratives et communales de la ZIP ont été conduits sur les sites de réalisations pour la région du Gorgol et ont remercié le bailleur et encouragé le projet dont ils se félicitent des résultats observés sur le terrain et attestés par les bénéficiaires directs.</p>
<b>VISIBILITE</b>			
	<p>les efforts faits par le projet sont restés insuffisants pour le bien faire connaître et informer le grand public de ses importants résultats reproductibles par d'autres projets et programmes intervenant dans le secteur de la production agricole à partir de la mobilisation des eaux souterraines.</p>		<p>La visibilité a été bien respectée grâce à l'étiquetage des équipements fournis et des pancartes placées sur les sites d'intervention. A cela, il convient d'ajouter l'excellent travail de cartographie (activité non prévue au départ, mais réalisée) et les dépliants destinés à faire connaître le projet et à faciliter son appropriation par les populations locales et les services techniques déconcentrés travaillant dans le secteur de l'agriculture et de l'hydraulique villageoise.</p>

Points de questionnaire	Réponses aux points de questionnaire Diagnostic	Sources des informations	Justifications/Analyse/ Remarques
			Le projet a produit une vidéo qui capitalise les activités, non seulement dans le cadre du projet, mais aussi en considérant les interventions de l'AECID dans le secteur rural. Cet acquis doivent être servir à améliorer la visibilité de tous les acteurs impliqués.
<b>PERCEPTION / SATISFACTION DES BENEFICIAIRES</b>			
	Les bénéficiaires des 3 régions concernées ont dit à la mission toute leur satisfaction d'avoir reçu, à titre gracieux, les matériels et équipements prévus, des formations nécessaires au développement de leurs activités d'installation, de production et de commercialisation.		Les bénéficiaires affirment avoir réalisé (i) une meilleure campagne (ii) une production supérieure à celles d'avant. Toutes les coopératives surtout celles qui sont dans la plaine de Boghé, déclarent avoir réalisé de meilleurs rendements pour toutes les spéculations.

## **Chapitre IV : Principales Forces et Faiblesses**

Si le niveau d'atteinte des résultats obtenus par le projet a été satisfaisant, la mission a relevé aussi un certain nombre de contraintes et d'insuffisances qui ont indiqués ci après :

### **IV. 1. Principaux points forts :**

- Mobilisation et exploitation eaux sous-terraines par forages manuels à des fins d'irrigation pour cultures maraîchères et fruitières hors périmètres irrigués à partir des eaux du fleuve. Il s'agit là d'une innovation importante qui permet de valoriser des sols de diéri en toute saison grâce à une technologie accessible à un grand nombre d'utilisateurs, loin des berges du fleuve et /ou de ses affluents/défluent. Avec moins de 3 millions d'UM, le forage alimenté par énergie solaire avec un débit de 4 à 5 m<sup>3</sup>/h est disponible, "clé en mains" !
- Le succès du test ouvre la voie à d'autres projets ou d'autres initiatives qui peuvent s'en inspirer.
- Création et formation d'un GIE (Hydro Vall, zone Boghé) capable de réaliser des forages manuels qui sont à moindre coût par rapport à ceux qui existaient ;
- Important effort fourni dans l'acquisition et la mise à disposition des bénéficiaires de tous les équipements et matériels nécessaires au matériel au développement des activités de production et de commercialisation ;
- L'approche pédagogique et socio – économique adoptée et suffisamment expliquée a permis une forte participation des bénéficiaires ;
- Levée de contraintes par la disponibilisation de l'eau utilisable pour les besoins agricoles ;
- Formation : 114 bénéficiaires dont 28 femmes, à divers thèmes techniques et socio – économiques (Voir annexe n°03)
- Introduction de systèmes d'irrigation économes d'eau dont le fonctionnement est facilement maîtrisable ;
- Effort de classification des bénéficiaires en fonction de leurs capacités de production et d'objectifs de production (auto- consommation et/ou commercialisation) pour orienter plus efficacement les appuis du projet ;
- Résultats éloquentes de l'étude comparative réalisée par le projet : le projet " Croix Rouge Espagnole" a aménagé une superficie de 182 ha sur lesquels une production de 15,80 tonnes a été enregistrée contre 280 ha avec une production de 73 tonnes de légumes frais, soit un triplement de la production, même si, par ailleurs, la productivité et la production restent faibles dans l'ensemble sur toute la ZIP, et que d'importants efforts restent à faire pour les relever au niveau convenable ;

- Le financement du fonds de commerce de la boutique par l'achat de semences maraichères et de matériels horticoles a été une chose très importante car elle permet, en plus d'être un bien commun au GIE, elle résout quelques problèmes de ravitaillement pour certains membres. En effet, tout membre peut acheter, à crédit, des semences qu'il rembourse après la récolte ;
- Organisation d'une mission conjointe de suivi des activités auprès des bénéficiaires par ONG AMAD et Cives Mundi avec des représentants des Ministères MAED et MA du Gorgol
- Accueil de jeunes stagiaires du Lycée technique de Boghé auxquels toute l'assistance nécessaire leur a été apportée pour les aider à préparer leur insertion dans la vie professionnelle, par conséquent, participation à la lutte contre le, chômage des jeunes, en particulier, les "diplômés chômeurs" ;
- Trois activités non prévues mais réalisées : cartographie de tous les bénéficiaires, achat et distribution de 480 plants d'arbres fruitiers (manguiers et citronniers), même si le nom des variété n'est pas indiqué ;
- Atelier de restitution (juin 2014) : définition d'un "Plan de commercialisation" et nécessité de mise en place d'un Système d'Information du Marché (SIM) pour renforcer les capacités de commercialisation des GIEs bénéficiaires ;

#### **IV.2. Principaux points faibles :**

- Il est apparu une certaine "inadéquation" entre la durée du projet (18 mois c'est trop court) / et les objectifs ambitieux fixés au projet, surtout quand il faut passer 3 mois, ou plus, dans la mobilisation de l'équipe du projet, la sélection des prestataires de services et la préparation des procédures d'acquisition des biens et services.
- Le statut du GIE Hydro Vall a besoin d'être précisé car il évolue comme un service d'AMAD et je crois qu'il ya lieu de le considéré ainsi ;
- Le volet commercialisation comme appui au GIE n'a pas été bien étudié du fait des quantités très faibles de légumes produites à commercialiser. Le camion acquis par le projet "Croix rouge espagnole" sensé permettre la commercialisation des produits horticoles des bénéficiaires n'était pas en bon état de marche et le projet ne disposait pas de ligne budgétaire pour prendre en charge les réparations des pannes avérées. L'activité correspondante n'a donc pas été réalisée pour produire le résultat (R4.1) attendu ;
- L'absence de matériels et d'équipements de diagnostic adéquats se sont traduits par deux "échecs de forage" dont la reprise a ajouté aux "frais engagés" qui auraient pu être économisés ;
- Le Fonds de Roulement rétrocédé au GIE de Boghé par le PCRE est resté bloqué jusqu'à la fin du projet AgrEau pour un problème de changement cosignataire non résolu malgré la démarche du Maire de la Commune de Boghé. Les membres du GIE ne disposent que de l'argent (faible montant) de leurs cotisations pour travailler ;
- Les efforts fournis par le projet en matière de " Visibilité" de ses réalisations et acquis restent insuffisants pour que des projets et programmes similaires intervenant dans les

trois wilayas couvertes puissent s'inspirer de l'approche suivie et bénéficier de la Valeur Ajoutée Communautaire générée.

## **Chapitre V : Principales conclusions et leçons apprises :**

### **V.1 Principales conclusions :**

Le projet AgrEau, financé par l'AECID à hauteur de 252 841 Euros a été conçu et mis en œuvre pour contribuer à réduire la pauvreté par la création durable de sources de revenus afin d'améliorer la capacité alimentaire et l'état nutritionnel des populations autour du fleuve Sénégal dans les régions du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha. La stratégie adoptée s'est appuyée sur la commercialisation, l'organisation des OP et l'accès à l'eau à moindre coût.

Après 18 mois de mise en œuvre sur base d'Accord entre AMAD et Cives Mundi, l'évaluation finale externe du projet qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> mars 2013 au 30 septembre 2014, conformément à ses termes de référence, en a tiré les principales conclusions suivantes :

1. L'intervention du projet AgrEau a été pertinente et le projet peut être qualifié de "projet à effets et impacts rapides" dont les retombées positives sont allées directement aux populations bénéficiaires. Les répercussions à moyen et long terme ont permis la mobilisation et la valorisation des Ressources Naturelles Locales, en particulier, l'eau et le sol, sur fond de fil conducteur avec les programmes précédemment financés par l'AECID en Mauritanie.

A ce titre, il a parfaitement répondu aux attentes des bénéficiaires qui ont dit à la mission toute la satisfaction qu'ils en ont tirée. Le projet a également reçu des témoignages favorables et des encouragements des autorités techniques de services déconcentrés représentant des ministères concernés aussi importants que ceux du MAED et du MA, de même que les autorités administratives et communales de la ZIP.

2. Exploration et diffusion de technologies appropriées vulgarisables, avec usage d'énergie renouvelable et validation de plusieurs combinaisons, à moindre coût avec une forte participation communautaire, sans impact environnemental et adaptées aux conditions locales : soudeurs formés sur place, création durable d'emploi des jeunes

3. L'analyse des cinq critères d'évaluation suggérés par les TRDs : pertinence, efficacité, impact, durabilité/viabilité, et des quatre critères ajoutés par le consultant (Cohérence, Valeur Ajoutée Communautaire, Visibilité, Perception/Satisfaction des bénéficiaires) repris en détail plus haut (page , point « IV.5. Appréciation globale des performances du projet AgrEau, par critère d'évaluation »

4. D'importants efforts restent à faire pour améliorer les niveaux de productivité et de production en légumes frais qui demeurent encore très faibles, même si le projet AgrEau a accompli des progrès remarquables dans ce domaine (triplant de la production), comparé au résultat enregistré par le projet Croix Rouge Espagnole intervenu précédemment dans la même zone (Boghé) ;

### **V.2 Principales leçons apprises :**



Le projet a permis la mise en valeur de sols de diéri appartenant au système dit de "cultures sèches" qui, jusqu'ici, n'a pas bénéficié d'investissement significatif des pouvoirs publics. La mise en valeur de ces cultures n'exige pas de lourds investissements. Ils sont plus facilement accessibles aux populations rurales, d'autant plus qu'ils ne connaissent pas la forte pression foncière des sols de oualo. Ces sols sont sujets, fréquemment, à des conflits à haut risque, tant sur le plan de l'accès que sur le plan de la régularisation et de la sécurisation foncière.

### **V.3 Principales recommandations :**

Les recommandations qui suivent sont le résultat d'un regard externe dans l'espoir qu'elles puissent servir à continuer et à améliorer le travail entrepris.

D'importants efforts restent à faire pour améliorer les niveaux de productivité et de production en légumes frais qui demeurent encore très faibles, même si le projet AgrEau a accompli des progrès remarquables dans ce domaine (triplément de la production), comparé au résultat enregistré par le projet Croix Rouge Espagnole intervenu précédemment dans la même zone (Boghé). Le projet AgrEau a hérité de ce projet d'un certain nombre de partenaires organisés mais inactifs et peu efficaces, un camion en mauvais état de fonctionnement (inopérational).

#### **A l'endroit des bénéficiaires :**

- ♦ Maintenir le rythme et les fréquences des réunions de travail interne pour favoriser la circulation de l'information, la concertation et la prise de décision collégiale pour renforcer la confiance mutuelle indispensable entre membres afin de garantir l'efficacité et la viabilité de leurs OP ;
- ♦ Encourager la participation des jeunes dans les OP pour les rendre plus dynamiques et plus viables ;
- ♦ Aider les OP (coopératives féminines surtout) qui n'ont pas encore obtenu leur reconnaissance juridique ;
- ♦ S'engager davantage dans des efforts tendant à améliorer la productivité et la production par l'utilisation de variétés à haut rendement, mieux adaptées aux conditions locales et chercher à étaler la production sur toute l'année ;
- ♦ Mieux s'organiser pour rendre la commercialisation plus efficace : campagne de sensibilisation pour la consommation des légumes, utilisation de charrettes rurales par zones de production et d'écoulement comme alternative à l'utilisation de camion quand ce moyen pose problème, organisation et /ou participation à des foires agricoles, etc.

#### **A l'endroit de l'AMAD et de Cives Mundi :**

- ♦ L'amélioration des infrastructures permettant d'assurer l'accès à l'eau pour l'irrigation doit être nécessairement accompagnée par le renforcement des capacités agronomiques des agriculteurs pour la meilleure gestion des exploitations fruitières conformes aux résultats attendus par le projet.
- ♦ Une série de mesures pratiques est à envisager pour améliorer la visibilité du projet, notamment, en matière d'information et de communication par l'utilisation de médias... (TVM, journaux public – privé, émissions de radio éducatives rurales aux niveaux

régional et national, en arabe, français et langues nationales : pulaar, soninké, ouolof. Un dépliant bien travaillé synthétisant les acquis du projet doit faire l'objet de large diffusion, organiser des Journées Portes Ouvertes ((JPO), sur les réalisations de AgrEau, Tirer profit Mettre à de la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) célébrée par la FAO le 16 Octobre de chaque année, et de la fête internationale de la femme le 8 Mars de chaque année.... ;

- ♦ Favoriser approche programmatique dans les futures interventions pour créer un plus grand impact au profit d'un plus grand nombre de personnes vulnérables ;
- ♦ Améliorer les critères de sélection pour le ciblage des futurs bénéficiaires. Ce ciblage permettra une participation plus facile des bénéficiaires ;
- ♦ Les résultats probants obtenus par le projet et l'approche pédagogique et socio – économique qu'il a suivie peuvent servir valablement à d'autres projets et programmes similaires qui pourront les approfondir, les consolider et les amplifier pour contribuer à améliorer, justement, les conditions et cadre de vie des populations de la ZIP et d'autres zones du pays ;
- ♦ L'approche "chaîne de valeurs" est une activité importante à renforcer par la mise en place et un fonctionnement efficace d'un SIM ;
- ♦ Informer et sensibiliser davantage les autorités administratives et communales des Wilaya du Brakna, Gorgol et Guidimakha sur l'expérience réussie des ONGs Cives-Mundi et AMAD au profit des de leurs populations respectives et du grand public ;
- ♦ Approfondir la réflexion sur l'outil "SIM " et le rendre opérationnel pour renforcer les efforts de commercialisation des produits horticoles
- ♦ Favoriser l'alphabétisation fonctionnelle, surtout chez les coopératives féminines pour renforcer leurs capacités d'organisation et de commercialisation des produits horticoles ;
- ♦ Explorer la piste "d'introduction de charrettes rurales" comme alternative à l'utilisation de camion pour appuyer la commercialisation des produits agricoles.

#### **A l'endroit du Ministère de l'Agriculture :**

- ♦ Faciliter la reconnaissance aux nombreuses OP bénéficiaires du projet qui en sont dépourvues pour ne pas les pénaliser auprès de partenaires qui conditionnent leur appui à cela ;
- ♦ Permettre l'ouverture d'une ligne de crédit de campagne agricole pour en faveur des "cultures horticoles" au niveau de la CDD.
- ♦ Faciliter l'obtention de "Certificat de Foncier Rural" pour sécuriser la propriété des bénéficiaires (collectif et /ou individuel).

#### **A l'endroit de l'AECID :**

- ♦ Veiller à faire en sorte que les objectifs fixés à un projet d'investissement et de production à financer soient en meilleure adéquation avec la durée d'exécution et les

ressources dégagées pour atteindre ces objectifs. En particulier, pour des projets à "effet et impact comme AgrEau, permettre la réalisation de quatre (04) campagnes maraîchères, au moins.

- ♦ Examiner l'opportunité d'aider à une large diffusion de la démarche originale et des acquis importants du projet AgrEau sur la base de la deuxième recommandation faite à l'endroit de l'AMAD et de Cives Mundi : « série de mesures pratiques est à envisager pour améliorer la visibilité du projet, notamment, en matière d'information et de communication par l'utilisation de médias... (TVM, journaux public – privé, émissions de radio éducatives rurales aux niveaux régional et national, en arabe, français et langues nationales : pulaar, soninké, ouolof. Un dépliant bien travaillé, type "GROS PLAN SUR...", synthétisant les acquis du projet doit faire l'objet de large diffusion, organiser des Journées Portes Ouvertes ((JPO), sur les réalisations du projet AgrEau, Tirer profit Mettre à de la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) célébrée par la FAO le 16 Octobre de chaque année, et de la fête internationale de la femme le 8 Mars de chaque année.... ».

## Annexes

### Annexe n° 1 : Formations réalisées par le projet au profit des bénéficiaires

No.	Date	Lieu	Thématique	N° Participants		Commentaires
				H	F	
1	6 /25/06/13	Laaleib Dakhiani et Boghé, Brakna	Mise en œuvre des forages manuels	9		Au total 9 opérateurs du GIE Hydro Val ont été formés pour la maîtrise et l'appropriation de la technologie.
2	Octobre 2013	Boghé, Brakna	Formation sur la réhabilitation des puits	5		Les bénéficiaires de la formation ont été des puisatiers praticiens exerçant chacun ce métier depuis au moins cinq ans dans la Vallée du fleuve Sénégal.
3	Janvier 2014	Boghé, Brakna	Technique de production horticole et fruitière	8	2	Les sessions de formations se sont déroulées sur le terrain et de façon pratique pour permettre aux participants de tirer le maximum de profit au niveau du site de Boghé au Brakna.
4	Décembre 2013	Boghé, Brakna	Formation en gestion et organisation	3	2	première formation donnée aux membres du bureau du GIE
5	Février 2014	Boghé, Brakna	Formation en gestion administrative et financière	8	2	Renforcement des capacités des dirigeants
6	Mai 2014	Tékane, Trarza	Visite d'échanges du GIE Rem Ndania au GIE Tékane, Trarza	4	1	Objectif : permettre au GIE « Rem Ndagna » de s'inspirer et partager des expériences avec le GIE de Rosso sur le système de production, commercialisation et de l'organisation paysanne
7	23 juin 2014	Boghé, Brakna	Formation sur la commercialisation à partir de l'approche chaîne de valeurs et mise en place du Système d'information sur les marchés (SIM)	8	2	Faire connaître les conclusions et recommandations de l'étude de marché
8	Tout au long du projet	Brakna	18 missions d'accompagnement agricole Suivi/Conseils	41	19	Formation aux coopératives et membres individuels du GIE
<b>Total</b>				<b>86</b>	<b>28</b>	

## **Annexe n° 2 : Liste des principales personnes rencontrées**

### **Wilaya du Guidimaka : Sélibaby**

1. Penda Diallo, présidente tél : 44014442, avec 5 membres Coopérative Djokéré endam ferlo,
2. Diabé Seydi sakho, bénéficiaire individuel : tél : 44.83.60.03

### **Wilaya du Gorgol :**

1. Abdoulaye Touré, bénéficiaire individuel de Ganki
2. Idrissa Ly, bénéficiaire individuel de Djol
3. Faty Kah, présidente Coopérative Djokéré Endam de wouro Bocar (avec 8 membres)
4. Dia mamadou, technicien agricole, agricommerce
5. Mangassouba Abdoulaye, président APHG, Kaédi

### **Wilaya du Brakna :**

1. Ba ousmane mamadou, président du GIE-Hydrovall, Boghé
2. Moctar O. Mohamed Abdallahi, unité de fabrique kits de foration, Boghé
3. Alhousseyni Sy, bénéficiaire individuel de Boghé
4. Coumba ndjaye, présidente coopérative Oumocala wane, boghé
5. Camara Ibrahima, exploitant de Boghé
6. Diba Abdoulaye, vice-président GIE, Boghé
7. Hamidou Oumar Diop, Trésorier GIE, Ndjorol
8. Gérant de la boutique du GIE
9. Mariam Djeyni, présidente coopérative de Thialgou
10. Moustapha Bocar Sow, exploitant de N'djorol
11. Aminata mamadou Ba, exploitante de N'djorol
12. Ibrahima Sidi Komé, exploitant de N'Gorel
13. Amadou Siley M'Bodj, exploitant de N'Gorel
14. N'djaye amadou siley, exploitant de boghé, responsable transport du GIE
15. Aminata Yéro Dia, présidente coopérative de Ganki (boghé)
16. Coumba Balla Komé, exploitante de Wothie
17. Harouna mamadou Niang, exploitant de Wothie
18. Barro bachirou, agronome promoteur horticole, Boghé
19. N'gaïdé Hamath, président GIE CPB, polyculture, Boghé

### **Nouakchott :**

20. Elhadj Mamadou Moussa, Président AMAD, Coordinateur national projet AgrEau
21. Mauricio Santos Ochoa, Coordinateur expatrié en Mauritanie de l'ONG, Cives Mundi
22. Amadou Dia, Responsable Administratif et Financier projet AgrEau Youssouf Diallo, Chef projet AgrEau
23. Youssouf Diallo, Chef projet AgrEau

### Annexe n°03 : Références bibliographiques

Auteur	Titre	Date
CIVES MUNDI - AMAD	Accord sur la mise en oeuvre du projet AgrEau	20/11/2014
CIVES MUNDI - AMAD	Accord cadre de coopération entre AMAD et ONGD Cives –Mundi	27/06/2012
CIVES MUNDI - AMAD	Activités réalisées par le projet	05/01/2015
CIVES MUNDI - AMAD	Atelier de démarrage du projet	21/05/2013
CIVES MUNDI - AMAD	Avenant 2 AMAD – AgrEau	09/02/2014
CIVES MUNDI - AMAD	Cadre Logique DU PROJET AgrEau	10/12/2014
DELEGATION REGIONALE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE GORGOL	Compte rendu de mission	18/12/2014
CIVES MUNDI - AMAD	Critères de sélection des bénéficiaires partenaires	-
CIVES MUNDI - AMAD	Dossier évaluation AgrEau	
Commune de Boghé	Plaidoyer pour 60 familles de production maraîchères	01/07/2012
CIVES MUNDI - AMAD	Extrait rapport annuel de l'AECID	20/11/2014
CIVES MUNDI - AMAD	Rapports de suivi	
CIVES MUNDI - AMAD	Rapport final interne du projet	2014
CIVES MUNDI - AMAD	Restitution Evaluation projet AgrEau	12/2013
CIVES MUNDI - AMAD	Sources de vérifications du projet	
CIVES MUNDI - AMAD	Vidéo, Mauritanie : la révolution de l'eau	
CIVES MUNDI - AMAD		

### Annexe n° 04: Termes de référence de l'évaluation (Résumé)

Date de démarrage : 01 mars 2013 Date de finalisation initialement prévue : 01 septembre 2014

1.5 DETENEURS DE DROITS: Nom : Groupement d'Intérêt Economique REEM NDANIA Adresse : Boghé – Boghé - Brakna Personne responsable : Ibrahima Kome (président) Téléphone : 46502190 Nom : Groupement d'Intérêt Economique Hydro Val Adresse : Boghé – Boghé - Brakna Personne responsable : Ousmane Bâ (président) Téléphone : 41396223 Nom : Coopératives et bénéficiaires Brakna (7 en total) Adresse : Boghé / Bababé Nom : Coopératives et bénéficiaires Gorgol (4 en total) Adresse : Kaédi Nom : Coopératives et bénéficiaires Guidimakha (3 en total)5 Adresse : Sélibaby Société civile mauritanienne: détenteurs de droits bénéficiaires de façon directe des actions du projet.

1.6 DETENEURS DE RESPONSABILITES: Nom : Association Mauritanien pour l'Auto Développement (AMAD) Adresse : 142 K Extension – Sebkh, Nouakchott, BP: 30120 Personne responsable : El Hadj Mamadou Moussa BA Téléphone : +222 22039230 Courriel : ongamad1@gmail.com Nom : ONGD Cives Mundi Adresse : C/ Eduardo Saavedra 38 CP: 42004 Soria, España Personne responsable : Mauricio Santos Ochoa Téléphone : +222 44589783 Courriel : [mauricio@civesmundi.es](mailto:mauricio@civesmundi.es)

1.7 BREVE DESCRIPTION DU PROJET Selon l'Indice de développement humain (IDH 2014), la Mauritanie se trouve dans la position 161 parmi 187 pays, ça veut dire avec un bas développement. Si bien le pays ait adhéré à la plupart des déclarations des droits de l'homme, environ 30 % de la population souffre de la faim, 42% de la malnutrition (PAM, 2010) desquels 75% vivent dans les zones rurales. Cette situation est aggravée par un contexte général de pauvreté, de corruption politique et de discrimination raciale. Le triangle qui forme les wilayas de Brakna, Gorgol et Guidimakha est l'une des régions les plus peuplées et plus touchées par la malnutrition. Les causes de la faim sont entre liées à un manque d'accès à la nourriture. La manque d'accès à l'eau, à intrants agricoles, l'insécurité foncier sont des situations qui s'ajoutent à des autres causes structurelles.

La Mauritanie ne produit que 30% de la nourriture consommée et exploite seulement 20% des terres potentiellement arables. 50% de la population dépend du secteur agro-pastoral, qui représente 30% du PIB et pourtant 70% des produits à base de céréales sont importés. Dans c'est cadre le projet AgrEau, peut-être considéré comment la continuité des interventions de la Coopération Espagnole pour améliorer la capacité alimentaire des populations au tour du fleuve Sénégal dans les Wilayas de Brakna, Gorgol et Guidimakha à travers de: 1) La diffusion de nouvelles techniques d'extraction de l'eau à partir des puits et les systèmes d'irrigation à faible coût auprès des producteurs de Brakna, Gorgol et Guidimakha 2) Renforcement des techniques et modèles de production des agriculteurs de Brakna à partir de critères plus efficaces de production. 3) Renforcement opérationnelle et organisationnelle du GIE de Brakna composé par 60 producteurs et productrices individuelles et collectives. 4) La amélioration et renforcement des circuits de commercialisation agricoles pour les groupes cible.

L'intervention tire son origine de la préoccupation et le besoin de répondre de manière intégrale à la promotion de l'agriculture d'irrigation à bas coût en impliquant activement la population locale, principales responsables de son propre développement. La stratégie se base sur: La promotion et l'extension de la surface cultivée et irriguée à travers des systèmes performants (californien et goût à goût) et peu coûteux, qui permettent d'améliorer la production et satisfaire les besoins alimentaires de base. La formation en techniques innovatrices agricoles – horticoles pour améliorer les pratiques et techniques existantes, ainsi que la diversification de la production agricole. Le renforcement organisationnel de la population bénéficiaire à travers de l'amélioration des capacités du Groupe d'Intérêt Économique (GIE), formés et équipés pour répondre aux besoins de ses membres. Le projet a bénéficié de façon directe un total de 1.705 agriculteurs et ses familles dans trois régions du pays, dont 1.293 femmes appartenant aux coopératives de femmes. 1.7.1 Partenaire local du projet: AMAD est inscrite au registre des associations de la Mauritanie depuis 1999 (Récépissé 621 / MIPT), et a pour but de promouvoir le développement socio-économique et culturel de la population rurale mauritanienne par le soutien aux petits producteurs dans les régions de la Vallée du fleuve Sénégal, dans les domaines de la sécurité alimentaire et le développement rural. Elle a participé en tant que partenaire 7 à un premier projet AECID - Oxfam (06- CO1- 059) et lancé la deuxième phase de l'auto- réduction de la pauvreté en Mauritanie à travers le renforcement de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation (10 -C01 - 100). Avec Cives Mundi au Gorgol elle a achevé la première phase du projet « Améliorer la sécurité alimentaire par l'augmentation des terres arables et le développement de l'irrigation de petites surfaces et démarrage d'un agro commerce » (09- PR1 -758 et 11 0412- PR1) et le projet Agricommerce : soutien à l'exercice du droit à l'alimentation par la commercialisation et le renforcement des moyens des producteurs en Gorgol-Mauritanie (11-PR1-0151). Avec le GRDR elle a collaboré à l'expérience valorisation de la patate douce dans le Gorgol (ICSE - Fondation de France). Elle a été partenaire de deux projets de l'UE d'initiatives locales de développement dans la commune Ganki et avec Temnya d'un projet de développement local de la commune Birome Ould.

Expérience dans la mise en œuvre d'interventions de développement : 14 ans  
1.7.2 Objectif Spécifique : Les conditions de production et de commercialisation des agriculteurs riverains du fleuve Sénégal se sont améliorées à travers de l'introduction et la diffusion de nouveaux systèmes d'irrigation à faible coût, la promotion de modèles de production et d'organisation plus efficaces, et un appui aux plans de commercialisation.

1.7.3 Résultats attendus et ses activités: R1 - On a diffusé les nouvelles techniques d'extraction de l'eau à partir des puits et les systèmes d'irrigation à faible auprès des producteurs de Brakna, Gorgol et Guidimakha. R1A1. Equipement d'une équipe de puisatiers avec des outils pour des perforations manuelles et réhabilitation de puits. R1A2. Formation d'une équipe de puisatiers en techniques de perforation manuelle et réhabilitation de puits. R1A3. Réhabilitation de 9 puits existants et construction de 3 nouveaux contre puits dans la zone de la nappe phréatique du fleuve Sénégal. R1A4. Sélection, acquisition et installation de 12 systèmes d'extraction d'eau à faible coût (manuel, motopompes, solaire, etc.) R1A5. Sélection, acquisition et installation de 12 systèmes d'irrigation à faible coût (goutte à 8 goutte, californien, aspersion, etc.) R1A6. Journées de diffusion de l'expérience réalisée à Gorgol, Brakna et Guidimakha R1A7. Elaborer des publications et du matériel multimédia pour chaque système R2 - Les techniques et modèles de production des agriculteurs de Brakna s'améliorent et ils sont plus efficaces. R2A1. Formation en planification de la production et techniques agro-écologiques de production R2A2. Promotion de la production d'une seconde campagne horticole avec une plus grande valeur ajoutée pour sa vente pour 30 agriculteurs R2A3. Accompagnement des producteurs durant la campagne horticole R3 - La structure opérationnelle du GIE de Brakna est renforcée. R3A1. Réalisation de 2 séances de formation des membres des GIE en gestion administrative et financière R3A2. Accompagnement et formation sur l'utilisation des fonds de roulement. R3A3. Renforcement du GIE de Brakna et stratégie d'échange d'expériences avec les GIE de Gorgol. R4 - Les circuits de commercialisation agricole pour les groupes cible se sont vus renforcés. R4A1. Réalisation d'un plan de commercialisation. R4A2. La boutique du GIE de Brakna est pourvue du matériel nécessaire pour les agriculteurs.9 R5 - Le projet est coordonné et géré de façon efficace R5A1. Coordination, administration, suivi et visibilité du projet R5A2. Création d'une ligne de base qui permette le monitoring et l'évaluation.

1.7.4 Budget : Cout total: 252 781 € Subvention de l'AECID: 252 781 € Apport de l'ONGD : 0 00 € Apport des partenaires / bénéficiaires: 0 00 €10  
2. INFORMATION DE L'ÉVALUATION: 2.1 DOMAINE DE L'ÉVALUATION: 2.1.1 Objectifs généraux de l'évaluation: L'objectif principal de l'évaluation est d'analyser et valoriser « la réalisation de toutes les activités, l'accomplissement des résultats estimés pour l'intervention et l'obtention des objectifs ». 2.1.2 Type d'évaluation: Il s'agit d'une évaluation externe finale de projet qui devra suivre les normes de la Guía para evaluaciones (marzo 2012) de las normas de gestión, seguimiento y justificación de convenios y proyectos de ONGDs y de acciones (resoluciones de 24 de marzo de 2009 y 31 de octubre de 2011) de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement. 2.1.3 Durée: Les périodes estimées de réalisation de l'évaluation sont les suivantes : 10 jours de préparation du plan de travail et analyse de la documentation ; 20-25 jours collecte de données ; 10 jours de cabinet pour l'analyse de l'information collectée et présentation du premier brouillon de rapport. Date limite de présentation du rapport définitif : 45 jours après la signature du contrat  
2.1.4 Situation: Mauritanie, Wilayas du Gorgol, Brakna et Guidimakha. 2.1.5 Phase du projet à laquelle se réalise l'évaluation: Fin du projet. 2.2 MOTIFS DE REALISATION DU PROJET L'objectif de la présente évaluation externe finale est d'analyser les résultats et les effets du projet avec l'objectif d'apprendre de l'expérience et systématiser les leçons apprises, analyser si les alternatives sélectionnées et les processus de développés ont été les adéquats et si les résultats ou impacts obtenus sont ceux attendus. L'on prétend connaître la capacité de logique de l'intervention définie dans le projet pour générer des connaissances qui puissent être



utilisées de manière positive dans d'autres interventions ou processus de développement des acteurs impliqués dans le projet, et indiquer des chemins alternatifs, si c'est le cas, qui permettent d'améliorer les conditions de vie de la population cible. De cette manière, les capacités de tous les collectifs impliqués dans le projet se verront renforcées. De même, l'on recherche à améliorer la compréhension de la réalité et générer des conclusions qui puissent aider à prendre des décisions institutionnelles, grâce au fait de tirer des leçons génériques et l'analyse de la reproductibilité des différentes actions du projet en exécution. En fin, cette évaluation remplira une fonction de reddition des comptes, puisque pour Cives Mundi, la transparence est l'un des principes fondamentaux sur lesquels repose son travail.

**2.3 DOMAINE D'APPLICATION ET METHODES :** La perspective principale est l'analyse des résultats et les effets du projet AGREAU : Favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie. L'évaluation se réalisera dans la zone d'exécution du projet et avec un échantillonnage représentatif de la population cible. Les différents outils utilisés s'appliqueront aux partenaires sociaux (AMAD), les autorités locales, le collectif cible et d'autres sources considérées pertinentes. Les techniques de collecte de données et la procédure de ces dernières doivent fournir une information fiable, valide, ample, impartiale et applicable. L'utilisation des techniques suivantes pour la collecte des données est proposée : 1) Techniques quantitatives a) Sondages formels b) Sondages informels c) Mesure directe d) Analyse coûts/bénéfice 2) Techniques qualitatives a) Analyse documentaire<sup>12</sup> b) Entretien avec des informateurs clés c) Entretien avec des informateurs généraux d) Entretien de groupe/communautaires e) Entretien aux groupes focaux f) Observation directe g) Techniques participatives CONSULTATIONS SUR LE TERRAIN: autorités, institutions ou groupes qu'il faut consulter pendant et après le travail sur le terrain : i) Le partenaire local: Association Mauritanienne pour l'Auto Développement (AMAD). ii) Le financeur du projet: l'AECID, spécifiquement l'OTC de Nouakchott, Mauritanie iii) Les collectifs cibles: a. Bénéficiaires directs: 1 705 agriculteurs et ses familles, dont 1 293 sont des femmes appartenant aux coopératives de femmes et avaient été prévues comme bénéficiaires directs des interventions prévues dans le projet. b. Bénéficiaires indirects: Les bénéficiaires indirects sont représentés par les populations des villages où l'on a travaillé, ainsi que les populations proches où les systèmes de culture et d'irrigation ont été divulgués, ainsi que la population qui va dans les marchés de vente de la production horticole prévue dans le projet. Pour cela, l'on peut quantifier ladite population à 97.267 personnes du département de Kaédi, 128.311 personnes du département de Sélibaby, et 84 202 du département de Boghé. iv) Les autorités locales impliquées dans le projet en particulier: Le Ministère de l'Agriculture de Mauritanie et la mairie de Boghé<sup>13</sup> Questions à traiter: L'évaluation sera centrée principalement sur la connaissance de: a) l'efficacité et l'efficience des activités planifiées b) l'impact et la portée de ces dernières; c) la durabilité du processus engagé; d) et la pertinence du processus. Les critères qui guideront Pertinence: analyse de l'adéquation des résultats et des objectifs du projet au contexte dans lequel il est exécuté. Il est nécessaire de considérer: a) les problèmes et besoins des bénéficiaires; b) les politiques de développement nationales et/ou locales; c) l'existence d'autres interventions synergiques, complémentaires ou compétitives, de la coopération; d) la politique, objectifs et priorités, de coopération espagnole; e) les capacités techniques et financières sur lesquelles on compte; f) la conception qu'on a du concept et sens du mot "développement" Est-ce que le projet a répondu aux priorités de l'AECID? Est-ce que le projet a répondu aux priorités des politiques de développement des partenaires locaux et aux politiques publiques de développement? Est-ce que les bénéficiaires étaient bien définis ? La conception et la mise en œuvre du projet ont – elles permis de résoudre le problème qui se posait? Efficience: comprise comme la mesure de la portée de l'objectif et les résultats des activités sur la population cible et sur la période d'exécution du projet, sans considérer le coût de ces dernières Les indicateurs de l'OS permettent-ils d'évaluer ce dernier? Est-ce que les

Résultats ont constitué des moyens suffisants et nécessaires pour l'obtention de l'OS? L'OS a-t-il été atteint ? Si non, pourquoi ? Est-ce que les facteurs externes prévus pour le Résultat et l'OS se sont produits? Efficacité: comprise comme la mesure des résultats obtenus en rapport avec les ressources qui ont été utilisées (financières, matérielles, techniques, naturelles et humaines Est-ce que les moyens pour l'exécution du projet étaient bien décrits et étaient-ils nécessaires pour la réalisation des activités? Est-ce que les coûts sont clairement justifiés et ont-ils été raisonnables? Est-ce que toutes les activités ont été essentielles pour l'obtention des Résultats? Est-ce que les temps d'exécution des activités ont été adéquats?<sup>14</sup> Est-ce que les responsabilités ont été clairement assignées pour l'exécution des activités ? Est-ce que les facteurs externes prévus pour des activités se sont produits? Impact: effets que le projet a eus et a sur la communauté en général. Sa mesure: a) elle ne se limite pas à l'étude de la portée des effets prévus; b) elle n'est pas circonscrite à l'analyse des effets souhaités; y c) elle ne se réduit pas à l'étude de ces effets sur la population cible Quels ont été les effets du projet (Positifs / Négatifs) sur les bénéficiaires et sur l'Environnement ? Est-ce que les indicateurs de l'OG permettent d'évaluer ce dernier? Le projet a –t-il contribué de façon significative à l'atteinte de l'OG ? Viabilité/ Durabilité: On mesure le degré auquel les effets positifs de l'intervention continuent une fois que l'aide extérieure aura cessé. Dans quelle mesure les institutions partenaires ou/et les bénéficiaires vont se charger de continuer à engranger les effets positifs de l'intervention mise en œuvre. Dans quelle mesure les technologies transférées vont être durables pour les bénéficiaires et viables à l'avenir. Dans quelles conditions les partenaires et/ou bénéficiaires pourront maintenir, consolider et élargir les acquis du projet ? Est-ce que les bénéficiaires ont été impliqués dans l'identification, la gestion et le maintien du projet? Est-ce que le projet a compté et compte sur un appui politique suffisant? Est-ce que le projet n'a pas violé des aspects essentiels de la culture des groupes bénéficiaires? Est-ce que le projet a contribué à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes? Est-ce que le projet a fait une bonne gestion des ressources environnementales? Est-ce que la technologie utilisée dans le projet est rentable en termes de coût/bénéfice et peut-elle être assumée par les bénéficiaires sans grands problèmes? Les critères d'évaluation s'appliqueront dans la logique de l'intervention de la manière suivante: Viabilité Pertinence Impact Efficacité OG OS Résultat Activités Ressources<sup>15</sup>

## 2.4 GESTION ET SUIVI DE L'EVALUATION

2.4.1 Unité de gestion de l'évaluation Sa fonction est la facilitation et l'orientation le travail d'évaluation, fournissant les informations et documents nécessaires sur la base du respect à son travail comme évaluateur externe Independent. L'unité est responsable d'élaborer les TdRs, de l'embauche de l'évaluateur avec l'accord de l'AECID et de publier et diffuser les résultats. Les acteurs directement impliqués dans cette unité de gestion sont : i) Cives Mundi: questionnaires et coopérants du projet ii) AMAD: Présidente, administrateur du projet

2.4.2 Comité de suivi de l'évaluation: Ses principales fonctions sont les suivantes: - Faciliter la participation des acteurs impliqués dans la conception de l'évaluation : identification des besoins d'information, définition des objectifs. - Valider les documents de planification de l'évaluation. - Faciliter l'accès de l'équipe d'évaluation à toutes les informations et documents pertinents de l'intervention, aux acteurs et informateurs qui peuvent participer à des entrevues clés, à des groupes de discussion ou d'autres rencontres technique de collecte d'information - Surveiller de la qualité du processus et des documents et rapports qui sont élaborés pour les compléter avec ses contributions et veiller à ce qu'ils répondent à ses intérêts et demandes de renseignements sur l'intervention. - Diffuser les résultats de l'évaluation, en particulier entre les organisations et groupes d'intérêt. Ce comité participera à la conception de l'évaluation et établira une communication directe avec les évaluateurs. Ce comité est composé par les coordinateurs du

projet : Pour le Cives Mundi: 1. Coordinatrice Zone du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest 2. Coordinateur expatrié  
16 Pour AMAD: 1. Présidente de l'AMAD 2. Chef du projet Pour l'AECID: 1. Responsables du développement rural du Bureau Technique de Coopération de l'AECID en Mauritanie.

### 3. DIRECTRICES POUR LA SELECTION, CONTRAT ET MISE EN PLACE DE L'EVALUATION

3.1 EQUIPE ET/OU PERSONNE RESPONSABLE DE L'EVALUATION: L'on se propose de faire en sorte que l'évaluation soit exécutée par un évaluateur individuel ou une équipe en charge de l'évaluation dirigée par un coordinateur qui réunit les conditions suivantes : Responsable ou Coordinateur/trice: Anthropologue, sociologue, ou autres disciplines associées, avec plus de 5 ans d'expérience en évaluation des projets ou programmes de développement. Une expérience démontrable en techniques d'investigation sociale (groupe focal, conception des sondages, dynamisation des groupes, etc.) et avec une capacité d'analyse et systématisation. Un niveau très élevé en français et des langues locales (indispensable pulaar et hassaniya). Connaissances de l'espagnol souhaitable. Dans le cas où l'on opte pour une équipe, l'on comptera aussi avec un/e professionnel/le d'appui avec une formation d'Ingénieur agronome, forestier, Diplômé en Sciences environnementales ou une formation analogue et avec une expérience en évaluation de projets de coopération. La personne ou l'équipe compteront sur le soutien du partenaire local pour l'accès et le lien avec les communautés bénéficiaires.

3.2 ELABORATION DES RAPPORTS: Le rapport définitif aura la structure suivante: RAPPORT D'ÉVALUATION Résumé exécutif Introduction - Antécédents de l'évaluation - Objectif de l'évaluation - Structure de la documentation présentée - Méthodologie employée lors de l'évaluation (résumé) - Conditions et limites de l'étude réalisée - Présentation de l'équipe de travail - Description des travaux exécutés Chapitre I: description de l'intervention ou interventions analysées - Conception initiale - Description détaillée de son évaluation Chapitre II: Méthodologie Chapitre III: Critères de l'évaluation et facteurs de développement Chapitre IV: Conclusions y leçons apprises Recommandations Annexes (avec la relation du niveau d'accomplissement des indicateurs du projet) Fiche d'évaluation du CAD

3.3 BUDGET DE L'EVALUATION: L'évaluation possède un budget maximum de 1.710.000 ouguiyas (TVA et impôts directs inclus), qui couvre les honoraires de l'équipe en charge de l'évaluation, déplacement, logement et autres dépenses de fonctionnement dans lesquelles encourent les experts dans la réalisation de l'évaluation. Dans ce budget, sont inclus les paiements nécessaires pour le déplacement du collectif cible ainsi que leurs frais de logement et nourriture générés. Il sera effectué un premier paiement de 50% de ce qui a été budgété lors de la soumission et l'approbation de la proposition méthodologique et un second et dernier paiement de 50% restant lors de la remise et l'approbation du rapport final par le comité de suivi de l'évaluation. Les deux paiements se réaliseront en ouguiyas par le biais d'un chèque et dans les deux cas une facture sera présentée en concept de services rendus.

### 3.4 PRESENTATION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE ET CRITERES D'EVALUATION

3.4.1 Lieu et délai de soumission des offres: Les offres seront envoyées par courrier électronique à: mauricio@civesmundi.es en indiquant dans le courrier de référence «Évaluation finale du Projet AGREAU : Favorisé l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie» ou bien physiquement au siège de l'AMAD 142 K Extension – Sebkhah, Nouakchott, BP : 30120. Le délai de présentation des offres est le 20 octobre 2014. Toute présentation dehors de la date fixe ne sera pas considérée.

3.4.2 Contenu de la proposition: Le contenu de l'offre devra se référer, au moins, aux sections suivantes: A) Proposition méthodologique de travail B) Proposition de chronogramme détaillé

découpant le travail sur le terrain, au bureau et dans le cabinet. C) Budget conforme au détail suivant: - Phase de conception: Révision documentaire Ajustement et validation de conception de l'évaluation, élaboration définitive de la matrice d'évaluation et proposition méthodologique Conception et élaboration des techniques de collecte d'information - Phase de travail sur le terrain:19 Exécution du travail dans les bureaux des contreparties locales Exécution de travail sur le terrain Interprétation des données Prévisions des résultats et remboursements - Phase de rédaction du rapport: Rapport préliminaire et ajustement des conclusions et recommandations Rédaction du rapport final D) Curriculum professionnel de l'équipe d'évaluation.

3.4.3 Critères d'appréciation de l'offre: CRITERES VALEUR FACTEURS VALEURS FACTEURS Expérience professionnelle 40% Expérience en programmes de sécurité alimentaire et organisation paysanne 65% Expérience en évaluation au Sahel 35% Profil de l'expert ou de l'équipe d'évaluation 40% Assistant technique de niveau national 30% Formation en coopération au développement et évaluation de projet 30% Formation et/ou connaissance en agronomie et agro écologie Diplôme d'ingénieur agronome ou équivalent 20% Connaissance des langues locales (Pulaar et Hassaniya) 20% Qualité, valeur technique et économique de la proposition 20% Méthodologie innovante et participative 35% Méthodologie de l'évaluation prenant en compte l'orientation de Cives Mundi 45% Valeur ajoutée des résultats attendus de l'évaluation, en particulier le genre, la souveraineté alimentaire et l'agro écologie. 20%20

3.5 DOCUMENTS ET SOURCES DE VERIFICATION: Pour la réalisation de l'audit de tous les documents produits jusqu'à la date du projet, l'équipe en charge de l'évaluation disposera de: • Document de formulation du projet • Documentation annexe au projet • Sources de vérification • Documentation remise au financeur • Comptabilité et mémoire économique • Conventions de collaboration • Documents graphiques: photographies et vidéos sur le projet • Rapports de suivi • Rapport final

3.6 PREMISSES DE L'EVALUATION, AUDIT ET PUBLICATION: L'équipe en charge de l'évaluation devra répondre aux prémisses suivantes essentielles de comportement éthique et professionnel: - Anonymat et confidentialité. L'évaluation doit respecter le droit des personnes à fournir des informations en assurant leur anonymat et leur confidentialité. - Responsabilité. Tout désaccord ou différence d'opinion qui pourrait surgir entre les membres de l'équipe ou entre ceux-ci et les responsables du projet sera débattu et approuvé à la majorité avec Cives Mundi. - Intégrité. L'équipe en charge de l'évaluation aura la responsabilité de mettre en évidence des thèmes non mentionnés spécifiquement dans ces termes de référence, si cela était nécessaire pour obtenir une analyse plus complète de l'intervention - Indépendance. L'équipe en charge de l'évaluation devra garantir son indépendance et son objectivité dans les informations, affirmations et conclusions tirées sur l'intervention évaluée.21 - Incidences. Dans l'hypothèse de l'apparition de problèmes au cours de la réalisation du travail de terrain ou lors de toute autre phase de l'évaluation, ceux-ci devront être communiqués immédiatement au Responsable de Cives Mundi pour le Maghreb et l'Afrique de l'ouest, suivant la nature des incidences. L'existence de ces problèmes ne pourra en aucun cas être utilisée pour justifier le non atteint des résultats fixés par Cives Mundi dans le présent document. - Confirmation de l'information. Il revient à l'équipe en charge de l'évaluation de garantir la véracité des informations recueillies pour l'élaboration des rapports, et en dernier ressort elle sera responsable des informations présentées dans le Rapport d'évaluation. - Rapports d'évaluation. La diffusion des informations recueillies et du rapport final est une prérogative de Cives Mundi et à l'AECID - Confidentialité et droits d'auteur. L'équipe en charge de l'évaluation garantira la confidentialité dans le traitement des informations recueillies pendant ce travail et elle s'engage à solliciter formellement aux personnes responsables de Cives Mundi toute utilisation ou publication qui fera référence aux cas réels étudiés. - Remise des rapports. En cas de retard dans la remise des rapports ou dans l'hypothèse où la qualité des rapports remis serait inférieure à ce qui a été convenu avec Cives

Mundi, les pénalités prévues dans le contrat souscrit seront applicables. En tout cas, Cives Mundi se réserve le droit de conduire l'évaluation et/ou de décider sur ses différents aspects.

## FICHE d'évaluation CAD

Titre	Projet AgrEau : « Favoriser l'exercice du droit à l'alimentation par le biais de la commercialisation, l'organisation et l'accès à l'eau dans le sud de la Mauritanie»	Lieu	Mauritanie : Brakna, Gorgol, Guidimakha		
Secteur	Agriculture	Sous- secteur	Horticulture (fruits et légumes) : cultures maraîchères et arboriculture fruitière		
Type d'évaluation	Finale externe	Coût (€)	252 781		
Date de l'intervention	01 Mars 2013 – 30 septembre 2014	Agent Exécuteur :	AMAD & Cives Mundi	Collectivité	1.705 agriculteurs et leurs familles dont 1.293 femmes
				Objectif	Sécurité alimentaire
Date de l'évaluation	26 Novembre 2014 – 25 Janvier 2015	Agent évaluateur	Dr Mamoudou Yéro Besse BA, agronome Recherche – Développement, agroéconomiste, senior, Expert international, consultant indépendant		
Contexte et objectif général de l'intervention	<p>Le projet intervient dans un contexte marqué par la poursuite des efforts du Gouvernement mauritanien accompagné par ses partenaires au développement, dont l'AECID, à lutter contre la pauvreté, notamment en milieu rural, à intensifier et à diversifier la production agricole pour réduire la dépendance alimentaire du pays qui importe , bon an, mal an, 70%, à plus, des besoins des populations. Cette situation perdure alors que le pays possède des opportunités et des potentialités importantes, en particulier, dans la Vallée du Fleuve Sénégal.</p> <p>Pour contribuer à l'amélioration efficacement cette situation, le projet AgrEau s'est engagé à promouvoir et à diffuser les technologies de captage de l'eau souterraine à faible coût par la réalisation de forages manuels.</p> <p>En effet, dans la vallée du fleuve Sénégal en particulier où la nappe phréatique est peu profonde, il existe plusieurs points d'eau dont la majorité n'arrive pas à répondre aux besoins en eau des petits jardins maraîchers aménagés.</p>				
Principes et objectifs de l'évaluation	Analyser de façon critique la réalisation de toutes les activités, l'accomplissement des résultats estimés pour l'intervention et l'obtention des objectifs fixés				

Méthodologie et outils	<b>Approche Participative intégrale</b> associant pleinement toutes les parties prenantes indiquées dans les TDRs, avec une sensibilité particulière pour les questions transversales : Genre et Environnement, notamment. "Note de démarrage" discutée et validée par le CSE, comportant techniques et outils de collecte de données basées sur "guide d'entretien", focus groupe, centrés sur les questions posées dans les TDRs de la mission d'évaluation	
Conclusions et Recommandations selon les critères d'évaluation de l'Intervention (Ils comprenaient ceux que se sont évalués)	<b>Efficacité</b>	Les activités planifiées ont permis d'atteindre les résultats attendus avec un niveau fort satisfaisant
	<b>Efficiences</b>	La qualité des performances réalisées permettent de dire que le projet a été efficient. La planification des ressources, leur mobilisation et bonne gestion ont fortement contribué à l'atteinte des résultats attendus.
	<b>Pertinence</b>	Le projet AgrEau s'inscrit dans la continuité des interventions de la Coopération Espagnole pour améliorer la capacité alimentaire des populations des Wilayas du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha. Son intervention a été <b>pertinente tout au long de sa mise en œuvre. L'intervention a permis de résoudre le principal problème qui se posait aux populations des trois régions couvertes, à savoir : « difficulté d'accès à l'eau d'irrigation hors berges du fleuve Sénégal, à moindre coût ».</b>
	<b>Impact</b>	Eminemment positif (effets surtout) : 73 tonnes de légumes frais contre 15,80 tonnes (situation avant projet), soit triplement de la production, accroissement des revenus des familles productrices & renforcement de leurs capacités productives et de commercialisation, facilitation d'accès à l'eau et valorisation de sols de diéri par irrigation à bas coût loin des berges du fleuve, création d'emploi jeunes en milieu rural et création durable de revenus par formation à un corps de métier (puisatiers capables de faire des prestations de services à moindre coût pour un grand nombre d'usagers.
	Autres critères utilisés	<b>Cohérence :</b>
<b>Valeur Ajoutée Communautaire :</b>		Innovation technologique durable : test réussi et validé de forages manuels ayant permis l'exploitation d'eaux souterraines pour la petite irrigation hors berges du fleuve, affluents/défluent, à moindre coût, sur base d'une démarche participative. La technologie est accessible à de

			petits agriculteurs (hommes et femmes) et facile à entretenir. Les projets et programmes similaires peuvent valablement s'en inspirer.
		<b>Visibilité :</b>	Les efforts fournis par le projet en matière de " Visibilité" de ses réalisations restent insuffisants pour que des projets et programmes similaires intervenant dans les trois wilayas couvertes puissent s'inspirer de l'approche suivie et bénéficier de la Valeur Ajoutée Communautaire générée. L'organisation de "Journées Portes Ouvertes" sur la démarche et les réalisations du projet AgrEau, la mise à contribution de la FAO à travers les principes de la JMA (Journée Mondiale de l'Alimentation) célébrée chaque année le 16 Octobre de chaque année, la Fête Internationale de la Femme le 8 Mars de chaque année, les Médias (public et privé) : TVM, journaux, radio éducative rurale en arabe, français, langues nationales : pulaar, soninké, wolof, hassânîya, etc..
		<b>Perception / Satisfaction des bénéficiaires :</b>	Selon les bénéficiaires rencontrés sur le terrain par la mission : « le projet AgrEau est un très bon projet pour eux » qui a permis de faire de l'irrigation même sur des sols de diéri loin du fleuve et de produire des ressources alimentaires même s'il ne pleut pas beaucoup »
Conclusions de caractère spécifique			Pour améliorer les conditions d'accès à l'eau à moindre coût pour l'irrigation des exploitations éloignées du fleuve Sénégal, le projet AgrEau s'est engagé à promouvoir et à diffuser les technologies de captage de l'eau souterraine à faible coût. Le projet a opté pour les forages manuels qui ont donné une entière satisfaction aux bénéficiaires qui le font savoir à tout visiteur.